

INpreCOR

Numéro 319 du 23 novembre au 6 décembre 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

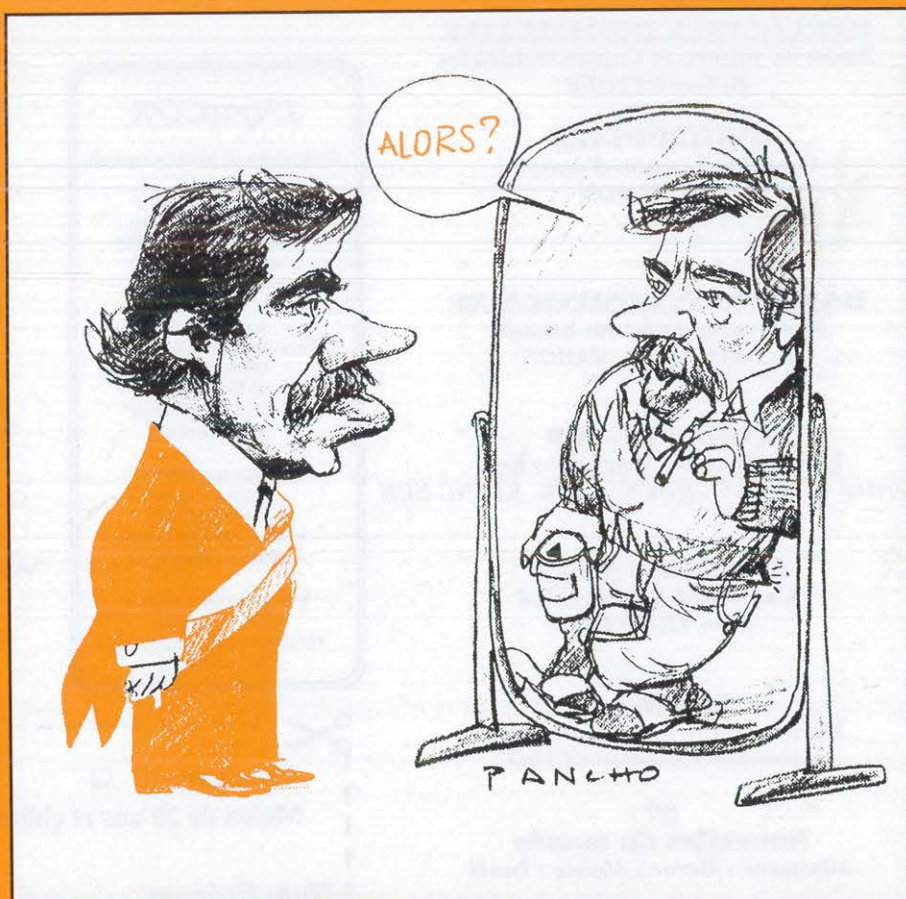
TCHECOSLOVAQUIE : Le libéralisme de velours

● DOSSIER
Les zones
franches



● HAITI
Le candidat du
peuple

● SENEGAL
"Démocratie"
surveillée



COREE DU NORD : L'automne du maréchal

3

TCHECOSLOVAQUIE

La fin du consensus

Colin MEADE

7

LIBYE

Kadhafi à l'épreuve de l'intégrisme

Luiza MARIA

DOSSIER ZONES FRANCHES

8

Des enclaves hors-la-loi

Claude GABRIEL

9

MEXIQUE

« Si près des Etats-Unis »

Maxime DURAND

12

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Zones de misère et fausses industries

Robert HELDER

14

PHILIPPINES

On solde la main-d'œuvre !

Sonia RUPON

17

HAITI / REP. DOMINICAINE

Kiskeya, quand tout bascule

A. BROCK et A. MAHON

20

COREE DU SUD

Le syndicat de "ceux d'en bas"

Interview de K. SANG-BOCK et de K. KYUNG-EUN

21

COREE DU NORD

L'automne du maréchal

Enzo TRAVERSO

24

SENEGAL

Multipartisme sous surveillance

Interview d'Amadou GUIRO

27

Nouvelles du monde

Allemagne ; Maroc ; Algérie ; Israël

28

JAPON

Au nom du "dieu vivant"...

Bernard GIBBONS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Grande-Bretagne : retour de bâton



Malgré sa réputation d'opposante féroce aux anciennes dictatures bureaucratiques du bloc soviétique, la démarche politique de l'ancien Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, ressemblait fortement à celle de Brejnev et de ses clones dans les années 70 et 80. Comme eux, la raison essentielle de son prétendu "succès" a été d'octroyer à une

majorité de la population un accès rapide à une consommation importante sans jamais se préoccuper des conséquences que cela entraînerait à long terme.

Ainsi les services publics tels le transport, le logement et l'éducation ont été saccagés pour financer les réductions d'impôts — de l'argent *cash* pour les électeurs. Les industries publiques ont été bradées.

Cette politique a prêté main forte au développement de tous les préjugés : contre les homosexuels, les immigrés, etc. Mais par-dessus tout, il y avait le nationalisme, incarné par le "syndrome des Malouines". Les supporters de football britanniques qui semaient la peur dans les rues de l'Europe ne faisaient qu'imiter les hooligans à la tête du pays. L'ignorance a, entre autres facettes, celle de ne rien vouloir savoir ni du long terme, ni de l'étranger.

Mais en fin de comptes, les faits et le reste du monde — ou au moins l'Europe occidentale — ont eu raison des remparts de cynisme et de la rhétorique. L'état désastreux de l'économie britannique (voir *InpreCOR* n° 317 du 26 octobre 1990) et le déclin irréversible de l'infrastructure du pays ne pouvaient plus passer inaperçus ; et les tentatives de Thatcher pour maintenir le climat de "guerre froide" commençaient à sembler absurdes.

Face à l'éventualité d'une victoire écrasante du Parti travailliste, c'est le Parti conservateur lui-même qui s'est retourné contre Thatcher dans une rébellion dirigée par Michael Heseltine, un de ses nombreux ex-ministres.

Quoi qu'il advienne lors des prochaines élections en Grande-Bretagne, la démission de Thatcher représente un moment historique, celui où la société (dont Thatcher avait dit un jour : « [Elle] n'existe pas, il n'y a que des individus et leurs familles. ») mesure le coût de cette politique et la rejette pour se défendre. ★

Colin Meade

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe

140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM

155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie

180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé

France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.

Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *InpreCOR*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement ☐

Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois) ☐

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

La fin du consensus

LE "PUTSCH" de Klaus s'est accompagné de la formation d'un Club de la droite démocratique qui regroupe plus de trente membres de la fraction du Forum civique au Parlement fédéral ; cela coïncide avec la discussion à la Chambre de la loi dite "de la petite privatisation", concernant le changement de statut de propriété des petites entreprises, des commerces et des immeubles. Ceux-ci devront être vendus à l'occasion d'enchères publiques en deux étapes ; seuls les citoyens tchécoslovaques seront autorisés à participer au premier tour. Aucun traitement préférentiel n'est prévu pour les employés actuels de ces firmes — ce qui provoque un grand mécontentement chez les travailleurs depuis quelques mois. Une autre loi, visant à organiser la restitution des propriétés confisquées après 1955, sauf dans l'agriculture, a aussi été adoptée.

Enfin, une loi de "privatisation importante" qui décidera du sort des grands monopoles d'Etat, devrait suivre. La dixième variante de cette dernière, choisie comme avant-projet par le gouvernement au début novembre 1990, envisage la distribution à tous les citoyens tchécoslovaques de "coupons" qui ne pourront être utilisés que pour l'achat d'actions. L'accès à la propriété des étrangers sera, en outre, limité. Si les délais sont respectés, la version finale de cette loi pourrait prendre effet au printemps 1991.

Presque un an après que la "révolution de velours" a mis à bas le régime néo-stalinien qui dirigeait la Tchécoslovaquie depuis avril 1969, les défenseurs ardents du capitalisme ont pris l'initiative dans la lutte pour le futur du pays.

Vaclav Klaus est le ministre des Finances du gouvernement fédéral. Depuis des mois, la presse rapporte les tensions qui l'opposent à d'autres personnalités du FC

En octobre 1990, la direction de la partie tchèque de la coalition du Forum civique et du Public contre la violence (FC/PCV), au pouvoir en Tchécoslovaquie (1), a élu Vaclav Klaus à sa tête ; celui-ci est un partisan acharné du marché. Le 30 octobre 1990, la même instance, sur proposition de Klaus, a voté l'exclusion des groupes de l'aile gauche du Forum civique, l'Alternative de gauche et Obroda, prétextant qu'ils « se seraient éloignés de la ligne politique du FC ». Lors de cette réunion, Klaus aurait déclaré que le « principal ennemi du FC est Petr Uhl » [militant de longue date des droits de l'homme et marxiste révolutionnaire] et qu'il fallait écarter le courant de gauche. Peu après l'élection de Klaus à la tête du FC, la Tchécoslovaquie a obtenu la clause de la "nation la plus favorisée" par les Etats-Unis.

Colin MEADE

qui seraient favorables à une "troisième voie" qui se situerait entre la privatisation totale et les impératifs de la protection sociale.

S'il est difficile de citer nominale-ment des dirigeants qui appuieraient explicitement une telle option, la cible de Klaus est cependant le président Havel et ses proches, qu'il juge trop sensibles au problème du coût social de la restauration capitaliste, et donc coupables de "populisme". Ces derniers refuseraient de rompre clairement avec ceux qui entretiennent

« de vagues illusions se référant encore, d'une manière ou d'une autre, au socialisme » (2).

Plusieurs hommes politiques de premier plan soupçonnés d'avoir des opinions modérées — surtout Valtr Komarek, un économiste qui a accédé à la notoriété durant les événements de novembre 1989 — ont été écartés de la direction du Forum civique durant ces dernières semaines, tandis que Klaus remportait la direction du FC contre Martin

Palous, ami intime d'Havel.

L'autorité croissante de Klaus repose sur une opposition discrète mais systématique au style de l'équipe au pouvoir depuis la révolution de novembre 1989.

Libéralisme à tout crin

Son élection à la tête du Forum civique a été suivie d'une série d'interviews dans les médias tchécoslovaques — en général avec des titres accrocheurs sur le thème du "commencement d'une nouvelle époque" — où les avis de Klaus sur toutes sortes de sujets, de la crise slovaque à l'anti-communisme, en passant par la politique économique, étaient exposés, comme si le pays avait un nouveau maître. Selon Klaus, la pensée de l'équipe Havel — dont la plupart des membres sont des dissidents de longue date — est marquée par l'utopie. Il a résumé son credo dans le principal quotidien indépendant, *Lidové Noviny*, du 21 juin 1990 : « Les révolutions de 1989 dans les pays d'Europe de l'Est n'ont apporté aucune idée fondamentalement nouvelle sur les questions clés concernant la politique, l'économie et les lois de la politique internationale — et j'ajouterai que cela n'a pas réellement d'importance. Ce qu'il faut c'est en être cons-



Allo police ! On m'a volé 40 ans de ma vie !

1) Voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.

2) Interview de Petr Havlik, conseiller de Klaus, dans *Mlada Fronta*, 22 octobre 1990.

cient et accepter humblement (à la fois) les solutions qui ont fait leurs preuves et les anciennes vérités le plus vite possible. » Selon Pavel Rychetsky, le président de l'Assemblée fédérale, l'élection de Klaus est « un événement positif. J'ai constamment souligné que le temps de la dissidence et de la démolition de l'Etat était terminé » (3).

C'est ainsi que Klaus s'oppose tant à l'anti-communisme extrême qu'à la montée du nationalisme en Slovaquie — deux facteurs menaçant, selon lui, l'Etat (4). On peut aisément imaginer qu'il ne voudra surtout pas perdre son temps dans des « chimères » telles la déclaration de janvier 1990 du ministre des Affaires étrangères, Jiri Dienstbier, qui expliquait que la Tchécoslovaquie ne devrait plus participer au commerce des armes « sans prendre en compte les avis des pragmatiques et même si cela porte un coup aux coffres de l'Etat » (5) ou le projet d'une « Europe pluraliste, sans blocs » du même Dienstbier, repris par l'Assemblée des citoyens d'Helsinki qui s'est réunie à Prague, en octobre 1990.

Le centre et la gauche contre la droite

La tentative d'exclure l'Alternative de gauche et Obroda du Forum civique a rencontré une résistance considérable. La fraction parlementaire du FC s'y est opposée et, selon le quotidien britannique *The Guardian* du 6 novembre 1990, « un nombre très important de députés du FC dans les parlements fédéral et tchèque se sont soulevés contre la décision, qualifiée d'atteinte à la démocratie ».

Des députés du FC ont créé une Association civique inter-parlementaire (ACI) pour faire contrepoids au Club de la droite démocratique de Klaus, regroupant, aux côtés des membres du Forum menacés d'exclusion, plusieurs personnalités, dont les sociaux-démocrates Rudolf Batek et Valtr Komarek. L'ACI a déclaré qu'elle voulait que le Forum civique reste fidèle à son programme original, en tant que mouvement social démocratique large, et qu'elle rejetait « une division idéologique artificielle du FC entre droite et gauche » (6).

D'après un porte-parole de l'Alternative de gauche, Martin Hekrdla : « Nous

sommes en total désaccord avec ce qui se passe aujourd'hui dans le FC, mais nous soutenons sa conception initiale. Je voudrais rappeler le mot d'ordre électoral du FC : "Les partis appartiennent à leurs membres, nous appartenons à tout le monde." » (7). Et Milos Hajek, d'Obroda, d'ajouter : « Si le FC devait se transformer en un parti de droite, moi, en tant que membre fondateur de cette organisation, je refuse à quiconque le droit d'utiliser le sigle Forum civique » (8).



L'offensive de la droite se situe au moment même où l'on assiste à une légère baisse de confiance de l'opinion publique dans le gouvernement, élu en juin 1990, dans le Forum civique et dans la politique en général. Selon un sondage publié en septembre 1990, 29 % des personnes interrogées en Bohême, 32 % en Moravie et 43 % en Slovaquie pensent que les changements intervenus depuis novembre 1989 ont plutôt consisté à remplacer ceux qui étaient aux postes de direction qu'à réaliser des réformes substantielles.

Cette enquête a aussi révélé que si, en janvier 1990, 40 % des gens se déclaraient prêts à participer à la vie publique, leur nombre est tombé à 2,4 %. En revanche, les partisans du Parti communiste, les nationalistes slovaques et les militants du mouvement régionaliste morave restent disposés à prendre des responsabilités politiques. Ce sondage a aussi montré l'existence « de larges espoirs dans les élections locales de novembre 1990. L'illusion qu'elles marqueront le début d'un réel changement de système » (9). Selon une autre enquête d'opinion, seulement 14 % des personnes interrogées dans les Pays tchèques (la Bohême et la Moravie) déclaraient faire tout à fait

confiance au Forum civique, alors que 20 % ne lui en faisaient pas du tout (10).

L'équipe au gouvernement s'est gagnée l'animosité de beaucoup de gens en apparaissant comme un club d'anciens dissidents, se partageant les postes de direction. Havel lui-même est entouré de conseillers — généralement des amis personnels — qui forment une sorte de « second gouvernement », échappant au contrôle parlementaire.

En ce sens, la démarche de Klaus peut

apparaître comme un pas dans le sens d'une politique réellement démocratique, qui s'opposerait au partage du gâteau entre les anciens dissidents qui sont aux postes de commande. La nébuleuse des structures du Forum civique — déterminante dans la victoire de Klaus — est aussi une caractéristique de l'aspect à la fois « anti-organisation » et élitiste du nouveau secteur qui est au gouvernement. L'absence d'une structure de parti définie permet à Havel de se placer apparemment au-dessus des démêlés politiques quotidiens, quand, en fait, il tire les ficelles de presque tout.

A certains endroits, les FC locaux fonctionneraient comme des cercles fermés et non comme une organisation ouverte à tous et, selon Petr Uhl, il n'existerait que quelques centaines, voire quelques milliers, de militants du Forum civique au niveau régional et local (11).

Le porte-parole du FC dans les médias, Vladimir Zelezny, admet en outre, que le mouvement étudiant qui a, pour une large part, été le moteur des événements de novembre 1989 n'existe plus, et qu'il n'y a pas de groupe du FC à l'Université Charles de Prague (12).

Evidemment, tout parti ou personnalité capable d'apparaître comme un facteur de discussions ouvertes et de progrès décisifs — que ce soit par le « marché libre », comme Klaus, ou par l'indépendance ou l'autonomie régionales ou nationales, comme les mouvements slovaques et mo-

3) *Respekt*, 30 octobre 1990.

4) *Newsweek*, 29 octobre 1990.

5) *New York Times*, 25 janvier 1990.

6) *Svobodné Slovo*, 1er novembre 1990.

7) *Obcanský Deník*, 1er novembre 1990.

8) *Rude Pravo*, 1er novembre 1990.

9) *Lidové Noviny*, 10 octobre 1990.

10) *Lidové Noviny*, 12 octobre 1990.

11) Interview de Steve Painter dans l'hebdomadaire socialiste australien *Direct Action* du 6 novembre 1990.

12) Interview de Steve Painter, 10 octobre 1990.

raves — tirera profit de la situation actuelle. En effet, il existe un sentiment très largement répandu selon lequel des décisions difficiles doivent être prises très rapidement.

Klaus et la droite pro-capitaliste savent qu'ils doivent se mettre au travail tout de suite s'ils veulent créer les conditions nécessaires pour avancer dans la transformation de la Tchécoslovaquie en un pays capitaliste périphérique normal, qui aurait une position dans le nouvel ordre européen similaire à celle de la Grèce ou du Portugal. La Tchécoslovaquie était — et reste — l'une des économies les plus fortement nationalisées du monde, avec un grand nombre d'industries polluantes obsolètes. Toute tentative pour rationaliser ce monstre sans des leviers de contrôle puissants — et avec, si nécessaire, le droit de veto pour ceux qui sont touchés par les changements — constituera une avancée effrayante vers la désintégration sociale.

Un hiver difficile ?

De plus, les assauts de la privatisation interviennent alors que la situation économique est mauvaise, à cause de facteurs externes et internes. Le marché est-allemand se ferme et l'approvisionnement en pétrole depuis l'Union soviétique cesse au moment où la crise du Golfe bloque toute possibilité de trouver de l'énergie à bon marché. La Tchécoslovaquie sera également frappée par les sanctions prises contre l'Irak (ce pays lui devait beaucoup d'argent).

Cependant, malgré le consensus qui existe apparemment en faveur du marché, l'introduction de la privatisation et, en préalable, la libération totale des prix, ont à peine commencé. Là où des changements ont déjà eu lieu, on a assisté à des réactions. Les projets de privatisation des magasins et des restaurants par des en-

chères publiques ont été accueillis par des grèves des travailleurs de ces secteurs qui « ont souligné que leurs propres offres d'achat seraient concurrencées par celles des affairistes du marché noir et des anciens apparatchiks, qui sont les seuls Tchécoslovaques disposant d'un capital suffisant pour acheter de petits commerces » (13).

Lidové Noviny, du 30 octobre 1990, évoque la possibilité d'une grève dans les transports de Prague, dont les salariés veulent s'assurer que la "privatisation" se fera de manière favorable à leurs intérêts. Le 3 novembre 1990, le même quotidien

a rapporté une grève de mineurs contre les plans de fermeture d'un puits : le 1er novembre, environ 900 salariés occupaient cette mine. Des mouvements sociaux contre les hausses des prix et le rationnement de l'essence ont été annoncés dans l'industrie pétrolière. Enfin, les syndicats se sont prononcés pour des formes de propriété privée qui favorisent les employés plutôt que pour des ventes publiques.

Une gauche désarçonnée

La réponse de Vaclav Klaus face aux critiques suscitées par son programme, est digne de son *alter ego* politique, Margaret Thatcher : « Il n'y a pas d'autre choix ».

Or, il est vrai que la faiblesse et le désarroi de la gauche renforcent la droite pro-capitaliste. Le dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), Vasil Mohorita, a déclaré récemment que le

Sondage sur la privatisation

Voici les résultats d'un sondage effectué à Prague par l'Institut d'étude de l'opinion publique sur 1 315 personnes, fin septembre 1990. La question était : « Cela devrait-il ou non être privatisé ? »

	Oui	Non	Sans avis
Petits ateliers	98 %	1 %	1 %
Restaurants / magasins	96 %	3 %	1 %
Hôtels	92 %	4 %	4 %
Petites entreprises	78 %	15 %	7 %
Usines de moins de 500 employés	58 %	36 %	6 %
Système de santé	51 %	38 %	11 %
Banques	50 %	43 %	7 %
Education	46 %	43 %	11 %
Théâtres et musées	41 %	48 %	11 %
Usines de plus de 500 employés	39 %	51 %	10 %
Mines	23 %	66 %	11 %

pays entraînait dans une période de confrontations intenses et a proposé que le PC relance ses cellules dans les entreprises. Cette proposition a provoqué un tel scandale — dont une manifestation de 20 000 personnes à Prague — que Mohorita a fait marche arrière et a même perdu son poste à la direction du PCT.

Ce parti a déjà perdu la plupart de ses membres d'avant novembre 1989, et a connu plusieurs scissions de courants organisés. Il est, cependant, probable qu'il fasse preuve de démagogie sociale dans la période à venir — en rencontrant peut-être un certain succès — pour être à nouveau admis d'une façon ou d'une autre dans les coulisses du pouvoir.

A part le PCT, de nombreux autres courants se réfèrent aux idées de gauche et aux traditions du mouvement ouvrier : les sociaux-démocrates (qui sont divisés en deux tendances, dont l'une participe au Forum civique) ; le courant du Forum démocratique qui s'est séparé du PCT au début 1990 ; Obroda, qui regroupe principalement des individus connus comme des "communistes réformateurs" du Printemps de Prague de 1968 ; l'Alternative de gauche ; les anarchistes, etc.

Il est évident que l'attitude à avoir vis-à-vis du PCT est un des problèmes stratégiques que doit résoudre la gauche en Tchécoslovaquie pour survivre, tout comme le thème des contacts internationaux. Une autre question qui se pose est comment gérer les événements actuels dans le Forum civique et comment relier la nécessité d'une gauche organisée avec le souhait de créer un mouvement social large.

13) D'après Steve Painter, *Direct Action*, 23 octobre 1990.



Les différents groupes et courants de gauche cherchent à unifier leurs efforts. Le Parti social-démocrate tchécoslovaque, qui est resté en dehors du FC et qui attend qu'une "structure moderne de parti" voit le jour — suite à la désintégration du FC — se présente maintenant comme "l'élément intégrateur" de la gauche démocratique ; Obroda semble répondre à ces ouvertures (14).

Recherche d'unité

Par ailleurs, l'Alternative de gauche et le Forum démocratique tchécoslovaque prévoient de réaliser une revue commune. Jiri Kouda a déclaré dans *Polarita*, le mensuel de l'Alternative de gauche : « *Les hurlements hystériques [de la droite] sur la prétendue constitution d'une gauche sont malheureusement faux. La gauche démocratique est dans une phase de recherche d'une identité et d'un profil. Des tentatives sporadiques de dialogue, et parfois de collaboration, ont eu lieu dans l'ombre du Parti communiste* » (15).

Cependant, l'Alternative de gauche et d'autres groupes indépendants essayent de répondre aux besoins et aux sentiments des travailleurs tchécoslovaques ; ils soutiennent, par exemple, le Club pour des Entreprises populaires autogérées qui se donne l'objectif de « *mettre en avant un concept de désétatisation et de privatisation de la propriété nationale qui représenterait une véritable alternative aux propositions actuelles du gouvernement* » (16). De plus, ils ont la possibilité d'incarner et de cristalliser les espoirs assez flous de changement social radical apparus en 1989, et qui sont actuellement déçus par un gouvernement hésitant, dont l'utopie libératrice ne repose sur aucune base socialiste. Comme l'ont remarqué certains : « *Une crise du Forum civique, c'est... une crise de l'ensemble du processus de réformes* » (17). ★

9 novembre 1990

Les dessins qui illustrent cet article sont de Vladimír Jiráněk et sont parus dans le quotidien tchécoslovaque *Lidové Noviny* en juillet et août 1990.

14) *Lidové Noviny*, 7 novembre 1990.

15) *Polarita*, 5 novembre 1990.

16) *Ibid.*

17) *Lidové Noviny*, 12 octobre 1990.

Regain de nationalisme en Slovaquie



« *Toute la région de Bratislava est soumise à des conditions de sécurité spéciales qui, en cas de besoin, pourraient être étendues à l'ensemble de la partie ouest de la Slovaquie* » a déclaré le Premier ministre slovaque, Vladimir Meclar, le 30 octobre 1990. Ces

propos montrent la gravité avec laquelle les autorités tchécoslovaques analysent la récente vague de nationalisme militant qui s'est développée dans la partie orientale de la Fédération tchécoslovaque. L'expression la plus spectaculaire de ce mouvement a été constituée par les grandes manifestations contre la nouvelle loi sur la langue slovaque qui, selon les nationalistes, confère des droits excessifs à la minorité hongroise.

La Slovaquie a connu un développement historique profondément différent de celui des Pays tchèques ; ce n'est qu'en 1918 qu'elle a été réunie avec ces derniers dans un Etat commun — une création largement due à la bourgeoisie tchèque. Le séparatisme a toujours été un sentiment puissant en Slovaquie souvent lié à un catholicisme fervent, les Tchèques étant considérés comme des "athées". Durant la Seconde Guerre mondiale, un Etat slovaque indépendant clérico-fasciste avait été formé sous les auspices de l'Allemagne et, jusqu'en 1945, la résistance à ce régime a reposé sur des bases plus slovaques que tchécoslovaques, culminant avec le soulèvement slovaque de 1944. Récemment, des tentatives de commémoration de la mémoire du dirigeant de l'Etat clérico-fasciste, Josef Tiso, ont eu lieu.

L'effondrement du régime néo-stalinien, en novembre 1989, a mis fin à la force centralisatrice du Parti communiste, permettant aux structures fédérales de l'Etat de revenir sur le devant de la scène. Depuis, pratiquement tous les partis de Slovaquie se sont efforcés d'étendre les pouvoirs du gouvernement slovaque et de limiter les prérogatives du gouvernement fédéral de Prague.

Après des discussions inter-gouvernementales dans la ville slovaque de Trencianske Teplice, en août 1990, il a été décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1991, le gouvernement fédéral deviendrait un organe de coordination entre les Etats tchèque et slovaque, conservant le contrôle de la défense, de la police, de la politique étrangère et des fonctions structurelles de l'économie, comme la monnaie. Peu après, le Parti national slovaque (PNS) et d'autres groupes nationalistes ont publié une déclaration conjointe revendiquant un Etat slovaque totalement indépendant. Depuis, il semble que le PNS, qui a remporté 12 % des voix lors des élections fédérales de juin 1990, aurait gagné un appui populaire important.

La lutte nationale slovaque ne remet pas seulement en question les rapports avec les Tchèques. Durant de nombreux siècles, avant 1918, la Slovaquie avait fait partie du royaume de Hongrie et environ 600 000 Hongrois continuent à vivre dans cette région. Des revendications territoriales sont apparues en Hongrie, créant une menace évidente pour la Slovaquie. Le journaliste slovaque Boris Lazar présente de manière positive la décision du gouvernement de cette région de garantir aux Hongrois de Slovaquie des droits linguistiques car, selon lui, dans le cas contraire, les irrédentistes hongrois pourraient tirer profit de la situation contre les démocrates hongrois (*Lidové Noviny*, 7 novembre 1990).

Ceux qui s'opposent aux nationalistes en Slovaquie et dans les Pays tchèques expliquent que cela risquerait de couper la Slovaquie de l'Occident et d'effrayer les investisseurs étrangers. Comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est, une polarisation entre libéraux pro-occidentaux, élitistes et nationalistes populistes de droite apparaît en Tchécoslovaquie. La seule solution, à long terme, passe par la recherche d'une "troisième voie" s'efforçant de réaliser pleinement les aspirations nationales à travers la coopération internationale. L'Etat tchécoslovaque "post-stalinien" actuel — et par-dessus tout son armée et sa police — ne peuvent être les vecteurs de cette solution. ★

Colin Meade

Kadhafi à l'épreuve de l'intégrisme

« *Le Koweït est une partie du Nedj (1) (...). L'Arabie saoudite est une partie de l'Irak, l'Irak est une partie de la Syrie, elle-même partie intégrante de la Palestine (...). Nous sommes tous partie intégrante les uns des autres et formons une terre arabe et un seul peuple arabe (...). Ce qui est arrivé entre le Koweït et l'Irak est négatif pour le projet d'unité arabe. Je suis contre l'invasion et contre l'exode des femmes et des enfants.* » Ainsi s'exprimait le colonel Kadhafi, le 1er septembre 1990, devant le Congrès général du peuple libyen (2).

Un mois après, il appelait à boycotter le pèlerinage annuel à la Mecque et, le 1er novembre 1990, il s'instituait "dirigeant du monde islamique".

Luiza MARIA



LE NATIONALISME arabe, dont l'expression organisée avait décliné après la défaite de juin 1967, lors de la Guerre des six jours, s'était vu progressivement supplanté par l'intégrisme islamique, auquel la victoire de la révolution iranienne avait donné un nouveau souffle.

L'agression impérialiste, puis le massacre d'Elqads (Jérusalem, en arabe) par la police sioniste ont ravivé le sentiment national arabe chez les masses de la région. Dans la foulée, nombre de formations nationalistes de toutes obédiences sont réapparues (3). Quant aux intégristes, tiraillés entre les pressions de leurs bailleurs de fonds saoudiens ou koweïtiens et les sentiments anti-impérialistes de leur base, ils ont été amenés à intégrer des revendications de type national et à travailler avec les formations nationalistes (c'est ainsi qu'en Jordanie, une alliance entre intégristes et nationalistes a permis à Ahdellatif Arabyat — membre des Frères musulmans — d'être élu président de l'Assemblée). L'alignement en dernière instance sur Riyâdh, nuisant à l'image de marque des intégristes, ceux-ci se sont sortis d'affaire en constituant une mission de bons offices et de médiation entre Bagdad, Riyâdh, Amman et Téhéran. Mais cela n'a pas résolu pour autant le problème posé par leur "pôle de référence".

C'est dans ce contexte qu'ils viennent de répondre à l'invitation du colonel Kadhafi de tenir en Libye une réunion extraordinaire de la Direction islamiste populaire mondiale. Ceci constitue en soi un événe-

ment, car si Kadhafi est le seul nationaliste de la tradition des "officiers libres" à s'être piqué d'islamisme, il n'en a pas moins continué, jusqu'à l'ouverture de la réunion, à taxer les islamistes libyens d'"agents des renseignements américains"; en février 1990, lors d'affrontements entre manifestants islamistes et forces de l'ordre plusieurs personnes avaient trouvé la mort.

Le "Guide" et le Golfe

Les 220 représentants des formations intégristes internationales (4) ne constituèrent pas, comme l'aurait souhaité le colonel, un *Hish Allah* mondial (un Parti de Dieu), mais seulement cette "Direction", cadre moins pyramidal et qui laisse le flou sur le rôle du colonel !

Le communiqué de la réunion s'est prononcé pour : « *Le retrait simultané des forces irakiennes du Koweït et des forces étrangères de la région du Golfe et leur remplacement par des forces arabes et islamiques, sous l'égide du Conseil de Sécurité, coordonné avec la Ligue arabe et l'organisation du Congrès islamique ; la levée du blocus à l'encontre de l'Irak ; la restitution à l'Irak de l'île de Boubiane et du champ pétrolier de Rmila ; la reprise en main par le peuple koweïtien de son destin ; la reprise en main par les Etats arabes de leur politique pétrolière, selon des règles respectées par tous (...); le dédommagement de toutes les parties qui ont subi des préjudices du fait de la crise ; la tenue d'un sommet arabe dans la Jamahiriyya [l'"Etat des masses", nom de la Libye, ndr] pour décider d'un projet d'union arabe ; que ces décisions soient appliquées sous l'égide des secrétaires généraux des Nations-Unies et de la Ligue arabe* » (5).

Le colonel Kadhafi avait lancé un

Mobilisations anti-impérialistes en Tunisie

A Tunis, l'initiative récente la plus marquante a été le meeting organisé par le Comité contre l'agression et pour le soutien à l'Irak (qui regroupe la principale centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs tunisiens — UGTT —, de nombreuses associations et partis, dont l'Organisation des communistes révolutionnaires — OCR —, section tunisienne de la IVe Internationale) et l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) sur le campus universitaire, le 10 novembre 1990. Plus de 3 000 personnes, essentiellement des étudiants, ont ainsi exprimé leur solidarité avec le peuple d'Irak ; des télégrammes de soutien de Democrazia Proletaria (DP) et de la IVe Internationale ont été lus ; un porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Algérie a aussi pris la parole. Le Comité femmes contre l'agression a également diffusé une déclaration au cours de cette rencontre.

Les militants de l'OCR avaient organisé un débat le même jour et fait signer une pétition pour la libération du plus ancien prisonnier politique du monde, le marocain Abraham Serfaty. ★

appel à boycotter le pèlerinage de La Mecque, le 1er octobre 1990 : « *Il n'est pas possible que nous nous rendions au pèlerinage tant que les forces réactionnaires (...) sont présentes.* » La réunion en discuta, mais certaines délégations lui préférèrent les formules du Jihad (la guerre sainte) pour « *libérer les Lieux Saints du complot judéo-chrétien* ». Quelle que soit la formule finale choisie à ce sujet, elle sera difficilement conciliable avec la mission de conciliation entre Riyâdh et Bagdad, encouragée par le colonel. Kadhafi (en proie lui-même, depuis deux semaines, à des problèmes de frontière avec le Tchad), fort de son nouveau soutien, a envoyé une lettre à Bush, en qualité de « *premier responsable de la Direction islamiste populaire mondiale : « Nous, musulmans, ne permettrons aucune entorse à la lettre du Coran. (...) Vous connaissez les répercussions que déclencherait chez les musulmans la présence de vos forces armées sur les Lieux Saints (...). Je souhaite que vous fassiez amende honorable ; en cas de refus, je me verrai obligé de l'annoncer au monde islamique que je dirige* » (6). ★

19 novembre 1990

1) Nedj : région d'Arabie saoudite.

2) Discours reproduit dans la revue *Lettre du Jihad* n° 91, septembre 1990.

3) Pour la seule Tunisie, on compte à ce jour : le Rassemblement progressiste (pro-syrien) ; l'Union démocratique unioniste (pro-libyenne) ; le Mouvement des avant-gardes de l'Union arabe et le Rassemblement unioniste démocratique qui se réclame de Nasser !

4) On y trouvait, entre autres, le Front islamique du salut (FIS) algérien, des représentants tunisiens, palestiniens, saoudiens et turcs.

5) *Réalités* n° 272 du 9 novembre 1990, Tunis.

6) *Le Maghreb* n° 225, 16 novembre 1990, Tunis.



Des enclaves hors-la-loi

DANS les pays dominés, les ZFIE tendent de plus en plus à accorder une exonération totale d'impôts et de droits de douane à l'importation des produits transformés ou assemblés dans le pays hôte ; les droits du travail et notamment syndicaux y sont inexistantes ou en partie ignorés ; les salaires y sont maintenus au plus bas. Les entreprises qui s'y installent sont davantage de simples ateliers d'assemblage et de sous-traitance que de véritables industries.

Les ZFIE, sous des noms divers, tendent à se multiplier, tant dans les pays impérialistes que dans les pays dominés. Elles sont même présentes dans certains pays à économie planifiée, telle la Chine où elles sont appelées "zones économiques spéciales". En 1982, environ 90 zones franches employaient presque un million de personnes à travers le monde. En 1989, leur nombre peut déjà être évalué à près de 200 pour une main-d'œuvre de près de 2,5 millions d'ouvriers.

Modèle de sous-développement...

La multiplication de ces zones franches illustre l'ampleur de la crise structurelle qui touche les pays du tiers monde et la manière dont se reproduit le sous-développement. Les ZFIE ont souvent été présentées comme des remèdes à la crise de ces économies forgées par la division du travail, héritée du colonialisme. L'emploi industriel ainsi créé est supposé sortir ces pays de leur dépendance vis-à-vis du marché des produits primaires. Mais, en même temps, la zone franche aggrave le développement inégal. Elle confirme la tendance traditionnelle du capitalisme dans le tiers monde : sa violence, ses rapides et brutales mutations sous l'injonction du marché mondial.

Cette conception de l'industrialisation du tiers monde rappelle l'aube du capitalisme. Elle combine l'oppression de la femme et la répression anti-ouvrière. Une brochure pour l'investissement dans une zone de ce type, au Sri Lanka, affirmait sous la photo d'une jeune fille « *le taux de compétitivité du travail le plus élevé d'Asie* ». Une publicité identique du gouvernement malais affirmait : « *La dextérité de la femme orientale est connue dans*

Les zones franches industrielles d'exportation (ZFIE) sont des enclaves territoriales soustraites au droit commun d'un Etat dans l'objectif d'attirer des investisseurs. Leur développement rapide est directement dû à la crise économique qui frappe des régions ou des pays entiers, particulièrement du tiers monde. Le capital international peut ainsi mettre en concurrence de nombreux pays "hôtes" potentiels et marchander au meilleur prix ses nouvelles localisations.

Claude GABRIEL

le monde entier. Ses mains sont fines et elle travaille rapidement avec un soin extrême. Qui, par conséquent, pourrait être mieux qualifié pour contribuer à l'efficacité d'une chaîne de montage que les filles orientales ? » (1).

... et désorganisation du mouvement ouvrier

Souvent employées très jeunes, rapidement usées par les cadences de travail, les jeunes ouvrières doivent céder leur place à d'autres plus performantes. La rotation de la main-d'œuvre est très élevée et, compte tenu de la crise agricole et urbaine, ces femmes n'ont parfois pas d'autres solutions, par la suite, que de se prostituer.

Ainsi, les zones franches posent de sérieux problèmes sociaux et stratégiques aux mouvements ouvriers locaux. Comment organiser cette population ? Comment la défendre ? Dans un pays comme l'Ile Maurice, traditionnellement exportatrice de sucre, il a fallu à peine quelques années pour que la zone franche devienne la principale composante du Produit intérieur brut. Mais toute l'histoire ouvrière locale en a été chamboulée : on est passé, en très peu de temps, d'un mouvement syndical traditionnellement centré sur l'économie sucrière à une situation où il fallait retrouver un nouveau point d'équilibre, centré sur l'industrie, avec une force de travail majoritairement féminine. A la brutale transformation du capitalisme se combine une lente et difficile reconstruction de la conscience et de l'organisation ouvrière.

Les zones franches ne règlent rien au problème du développement local. Rapi-

dement la création d'emplois et l'amélioration des qualifications provoquent d'inévitables pressions sur les salaires. Leur hausse devient inévitable pour stabiliser une partie de la main-d'œuvre ou pour éviter certaines grèves. Dès lors, une partie des patrons doit chercher ailleurs, une autre zone franche pour abaisser encore leurs coûts de production.

Après dix ans d'existence, la zone franche de l'Ile Maurice connaît aujourd'hui ce processus et l'on parle de "délocaliser" une partie des usines et de la production vers Madagascar. Le magazine britannique *International Labour Reports* mentionnait le long périple, voici quelques années, de l'entreprise californienne Mattel, pour sa production de poupées Barbie : installée d'abord au Mexique, à la fin des années 60, elle se déplace, après deux grèves victorieuses, en Corée du Sud. Au milieu des années 70, le même processus se déroule en Corée et l'entreprise se déplace dans la zone franche de Bataan aux Philippines ! Tel est l'inévitable contradiction des productions délocalisées et segmentées, à la recherche des bas salaires.

La violence de l'exploitation

Les sous-traitances et les délocalisations partielles de production permettent d'abaisser les coûts sans se heurter ensuite aux protectionnismes des grands pays acheteurs. Ainsi l'accord mondial multifibre qui est, en principe, un accord de protection de l'industrie des pays industrialisés peut être contourné par cette même industrie grâce à une délocalisation très partielle de la production vers des ZFIE. Les conséquences de ce petit jeu capitaliste sont entièrement supportées par les travailleurs de ces zones franches.

Les gouvernements qui les acceptent s'apparentent à des trafiquants d'esclaves. La quasi absence de droits pour les travailleurs concernés doit généralement se combiner à des Etats forts afin de maintenir la paix sociale et de garantir la violence de l'exploitation. ★

Novembre 1990

1) Cité dans *L'industrialisation du sous-développement*, Pierre Salama et Patrick Tissier, éditions Maspéro, Paris 1982.

« Si près des Etats-Unis... »

En espagnol, *maquila* désigne le fait de porter le grain au moulin pour le faire moudre. Par extension, ce terme est employé pour parler des usines où les capitalistes nord-américains apportent matières premières et produits semi-finis pour y être assemblés en produits finis. De telles zones franches n'existent pas seulement au Mexique, mais l'immense frontière (près de 3 000 km) que ce pays (« si loin de Dieu, si près des Etats-Unis », selon l'expression d'un de ses anciens présidents, Porfirio Diaz) partage avec son puissant voisin représente, un phénomène à peu près unique. Il existe certainement peu d'endroits où le fossé séparant les niveaux de vie entre deux pays soit si profond.

Maxime DURAND



CETTE "différence" ne pouvait qu'engendrer des mouvements entre les deux zones. D'abord, il y eut ceux que l'on appelait les *braceros*, allant vendre leurs bras, principalement dans l'agriculture, au Texas ou en Californie. Ce mouvement prit une ampleur particulière durant les années 40, en raison du manque de main-d'œuvre provoqué par l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il se prolongea jusqu'à la fin des années 60, après l'industrialisation du pays, durant ce qu'il est convenu d'appeler le "miracle mexicain". Dans ses grandes lignes, ce phénomène était cogéré par les gouvernements des Etats-Unis et du Mexique puisqu'un "Plan *bracero*" avait été mis en place, établissant des quotas d'immigration.

Pour le reste, une loi nord-américaine de 1952 venait réglementer ce flux de travailleurs, de manière assez hypocrite, puisque si le fait de favoriser ces arrivées est considéré comme un délit, celui d'employer un étranger en situation irrégulière n'en est pas un ! La loi Simpson-Rodino, entrée en vigueur le 6 novembre 1986, change apparemment cet état de choses. Mais elle ne réussit pas à faire reculer sensiblement les entrées de clandestins, et son effet principal est une précarité encore accrue pour les *indocumentados* (sans papiers). La fonction réelle de cette législation est plutôt de servir de moyen de pression sur le gouvernement mexicain afin d'obtenir une participation plus conséquente de sa part à la lutte contre le trafic de drogue.

Bien que les estimations soient très fluctuantes, on peut évaluer à 20 millions

de personnes la minorité latino-américaine aux Etats-Unis, dont 8 ou 9 millions de citoyens d'origine mexicaine. Quant aux illégaux — les estimations varient entre 3 et 6 millions — la moitié viendrait du Mexique.

L'explosion de la maquila

A partir de 1965, les Etats-Unis mettent fin au "Plan *bracero*", et le gouvernement mexicain lance le Programme d'industrialisation des frontières (PIF). L'industrie *maquiladora* bénéficie d'un régime spécifique ainsi défini par la Commission internationale du travail (ITC) : « La *maquiladora* est une entreprise qui importe temporairement des biens en vue de développer les exportations. Ces biens doivent être jugés nécessaires à l'opération et, enfin, ils doivent être réexportés comme composant du produit fini, après un délai déterminé. »

Il s'agit donc, au départ, d'une entorse relativement bien contrôlée à la législation commerciale mexicaine qui reste, par ailleurs, très protectionniste. Mais ce secteur de l'économie va connaître un très rapide développement, s'accéléralant après la crise financière de l'explosion de la dette, en 1982 (1) : en 1966, 57 usines, toutes situées sur la frontière, emploient 4 257 travailleurs. Dix ans plus tard, en 1975, on compte 454 établissements employant 67 000 personnes (2). Depuis la fin du "boom" pétrolier, l'industrie *maquiladora* a connu une évolution extrêmement rapide : le nombre d'établissements concernés a plus que doublé, passant de 600 à 1 400.

La majorité de l'industrie *maquiladora* est concentrée sur la frontière, dans ce que l'on appelle des "villes jumelles" (*Twin cities*) qui ne forment en fait qu'une seule agglomération de part et d'autre de la frontière. Les plus actives sont El Paso



et Ciudad Juarez, San Diego-San Isidro et Tijuana, Brownsville et Matamoros, Calexico et Mexicali, etc. La dernière décennie a vu s'amorcer une tendance à une progression encore plus rapide des implantations situées à l'intérieur du pays, en dehors de la zone frontière : de 72 établissements en 1981, on passe à 256 en 1988.

La progression des effectifs est tout aussi spectaculaire puisque le nombre d'emplois dans l'industrie *maquiladora* passe de 131 000 à 370 000 de 1981 à 1988, soit une création de 240 000 postes de travail (et ce, dans un contexte de stagnation de l'emploi au niveau national). Sur la même période, en effet, les emplois dans le secteur "formel" passent de 21,6 à 22,1 millions. Autrement dit, un emploi sur deux créé durant cette période l'a été dans les *maquilas*. Là encore, le dynamisme apparaît plus prononcé à l'intérieur du pays puisque les postes de travail ont été multipliés par cinq, pour atteindre le chiffre de 70 000 en 1988 : actuellement, l'industrie *maquiladora* hors-frontière représente environ 25 % de celle de la zone-frontière. Certes, à l'échelle nationale, le gros des "emplois" correspond au secteur informel, qui passe de 400 000 à 4 millions, selon les estimations de l'Institut Wharton — qui ne constituent d'ailleurs qu'une indication de tendance.

La valeur ajoutée totale de cette industrie est passée de 24 milliards de pesos en 1981, à 5 264 milliards en 1988 ; compte tenu de l'inflation, cela représente

1) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

2) Institut National de Statistique (INEGI), *Estadística de la Industria Maquiladora de exportación*, Mexico, 1986 et 1989.

une progression de l'ordre de 17 % par an. L'implantation sectorielle correspond essentiellement à l'industrie, et plus particulièrement à deux sous-ensembles, automobile et industrie d'équipement, notamment avec l'assemblage de composants électroniques. Le poids de la valeur ajoutée de l'industrie *maquiladora* a régulièrement augmenté, que ce soit par rapport au Produit intérieur brut (PIB) (qui reste, à peu de choses près, au même niveau en 1981 et en 1988), ou par rapport aux exportations. En 1989, les exportations nettes de la *maquila* (correspondant au poste "services pour transformation" de la balance des paiements) ont représenté un peu plus de 3 milliards de dollars, soit environ 12 % des exportations mexicaines de biens et services, hors pétrole brut. C'est donc une source de devises non négligeable, même si elle ne suffit évidemment pas à couvrir les intérêts de la dette qui ont représenté 9,4 milliards de dollars pour la même année.

L'irrésistible force d'attraction des bas salaires

Le ressort essentiel du succès de l'industrie *maquiladora* réside évidemment dans les bas salaires : « *La crise économique, au Mexique, a fait baisser les salaires de la zone frontalière à l'équivalent de moins d'un dollar de l'heure, bien en dessous des taux de salaire de la Corée du Sud, de Taïwan ou du Brésil. (...) Puisque ce sont les bas salaires qui attirent les employeurs vers la production en maquila, ils doivent être maintenus à ce niveau pour préserver les emplois* » (3).

Telle est la logique infernale de ce mode d'industrialisation : il repose sur des disparités de salaires énormes, compte tenu de la proximité des espaces économiques nord-américain et mexicain. D'ailleurs la petite distance entre les deux pays, qui réduit les coûts de transport, est en soi un argument supplémentaire. Le tableau, ci-contre, fait apparaître un rapport de l'ordre de 1 à 15, entre les salaires ouvriers aux Etats-Unis et dans les *maquilas*.

Ces disparités salariales ont connu de fortes fluctuations dans le temps. De 1965 à 1975, les appointements augmentent de manière importante : le salaire minimum, à Ciudad Juarez, passe de 2,14 dollars par jour à 5,68. La dévaluation de 1976 remet les pendules à l'heure, puis le "boom" pé-

Salaire horaire moyen dans l'industrie

(en dollars US)

Maquiladora	0,88
Taïwan	2,71
Corée du Sud	2,46
Singapour	2,67
Hong-Kong	2,43
Japon	13,14
Etats-Unis	13,90

Source : Wall Street Journal du 22 Septembre 1989.

trolier permet une nouvelle amélioration du minimum, qui atteint 6,97 dollars par jour, en 1980. La crise financière de 1982, la dévaluation du peso, puis une politique d'austérité brutale appliquée par le gouvernement mexicain font reculer ce minimum à 4,9 dollars en 1985, et à 2,86 dollars en juillet 1987.

Depuis, il a remonté avec la nouvelle politique de change pour atteindre actuellement l'équivalent de 3,2 dollars par jour.

Si l'on raisonne par rapport aux salaires intérieurs mexicains, on constate que le salaire moyen versé dans les *maquilas* représente environ trois fois le salaire minimum, mais demeure inférieur de près de 40 % au salaire moyen industriel.

Le salaire dans les *maquilas* voit son pouvoir d'achat maintenu depuis 1985, alors que le salaire minimum national re-

salariales entre les *maquilas* et le reste de l'industrie s'expliquent, en partie, par la forte proportion de femmes (et de femmes jeunes) qui représentent, en 1988, 63 % de l'effectif ouvrier employé dans ce secteur (cette proportion est cependant en baisse notable, puisqu'elle était de 78 % il y a une dizaine d'années).

Enfin, près des deux tiers des travailleurs des *maquiladoras* viennent des Etats mexicains situés le plus au sud. Mais ces divers facteurs n'expliquent pas entièrement les différences constatées : c'est la logique même de la *maquila* qui implique que les salaires soient constamment comprimés, à tout prix. On en arrive d'ailleurs à un paradoxe : dans l'industrie automobile, les salaires sont deux fois plus élevés dans la vieille zone d'industrialisation autour de Mexico, par exemple à l'usine Ford de Cuautitlan, que dans les usines plus récentes et plus modernes, comme la Ford d'Hermosillo.

On tient là l'un des grands effets pervers de cette forme d'industrialisation : elle n'embraye pas sur une croissance permettant d'enclencher une logique positive où hausse des salaires et débouchés sur le marché intérieur se renforceraient mutuellement.

Les effets pervers de la maquila

Pour reprendre une formule de la Fédération du travail-Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO nord-américaine), les salaires des travailleurs des *maquiladoras* ne leur permettent pas d'acheter ce qu'ils produisent. En termes

plus savants, cette industrie ne débouche ni sur un "fordisme périphérique", ni sur la consolidation d'industries nationales performantes, comme dans le cas de la Corée du Sud. La croissance de la *maquila* repose sur les bas salaires et la stagnation du marché intérieur ; la restructuration de l'industrie nationale obéit à une logique unique, celle des multinationales du Nord. Plusieurs indices statistiques le confirment : ainsi, entre 1981 et 1988, le taux d'intégration, c'est-à-dire la part de

la valeur ajoutée locale dans les réexportations totales, tend à baisser, passant de



Les Etats-Unis mexicains : « Nous ne serons jamais une étoile du drapeau yankee ! ».

cule constamment. Ce décrochage entre le salaire minimum et celui des secteurs exportateurs est l'indice d'un fractionnement accru de l'économie mexicaine.

Le dynamisme des secteurs exportateurs a ainsi pour contrepartie la régression de la demande interne. Les disparités

3) Résolution n° 137 du Congrès de l'AFL-CIO de novembre 1989.

30 % en 1980 à 22 % en 1988. La part des salaires s'est stabilisée, après un recul important en 1983, au lendemain de la crise financière. Le taux de profit, même si les travailleurs mexicains sont moins productifs, est évidemment très élevé : une voiture assemblée en *maquila* est vendue sur le marché des Etats-Unis au même prix qu'un véhicule japonais comparable.

Les Etats du nord du Mexique sont, dans leur grande majorité, le domaine privilégié de l'agriculture d'exportation et de l'élevage. Les derniers petits paysans ont fourni une main-d'œuvre facilement disponible. Dans l'Etat de Chihuahua, 55 % de la population travaillait dans le secteur agricole en 1950 ; au début des années 80, cette proportion est tombée à 2 %.

Comment s'organiser ?

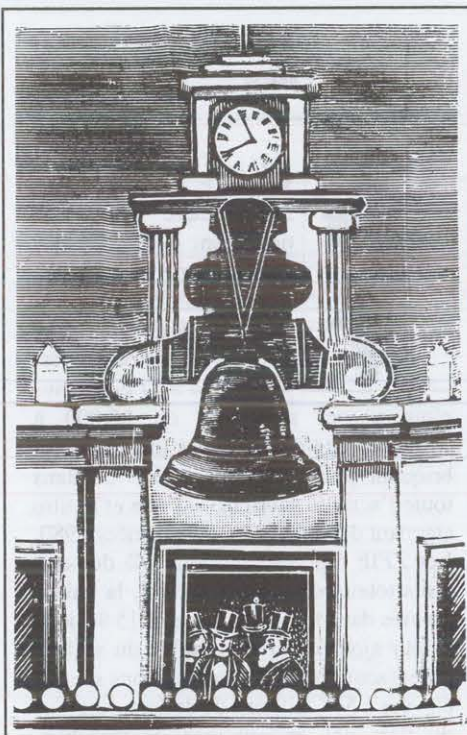
Les *maquiladoras* doivent attirer des travailleurs venant de plus loin dans le sud ou se déplacer vers les poches de main-d'œuvre, jusqu'à des régions aussi retirées et arriérées que la Sierra Tarahumara. Ce besoin, dans un pays où la main-d'œuvre est, en principe, abondante, s'explique par un taux de *turn over* extraordinairement élevé : il serait de 16 % par mois à Ciudad Juarez. C'est pourquoi l'âge moyen des travailleurs est si bas : 25 ans à Ciudad Juarez (dont 75 % de femmes), et 22 ans à Chihuahua (dont 85 % de femmes).

Ce modèle d'industrialisation fondé sur les bas salaires est d'autant plus pervers qu'un tel niveau de revenus ouvriers n'incite pas les capitalistes à développer la productivité : même si une ouvrière mexicaine est cinq fois moins productive qu'une nord-américaine, elle reste trois fois plus rentable dès lors que son salaire est quinze fois inférieur. Il n'existe donc aucune incitation à élever les qualifications, et les technologies modernes ne sont importées que si elles sont absolument nécessaires, compte tenu des normes de qualité. Le niveau technologique est, en moyenne, intermédiaire entre les équipements périmés des vieilles régions d'industrialisation et l'automatisation poussée des zones de hauts salaires. Voilà pourquoi la *maquila* ne peut enclencher un processus de modernisation en profondeur capable d'irriguer l'ensemble de l'économie mexicaine. Si quelque chose peut se répandre, c'est, au contraire, la logique de l'austérité salariale.

Les critiques de la *maquila* les mieux argumentées sont, sans doute, celles qui émanent de l'AFL-CIO, et pour cause. L'attraction exercée par ces fabriques a, en effet, été à l'origine de nombreuses suppressions d'emplois au nord de la frontière. Dans son témoignage devant la Commission internationale du travail, en

août 1987, Victor Muñoz, président de l'Union syndicale locale d'El Paso, aux Etats-Unis, explique comment les entreprises déménagent, « ne gardant que la direction, la comptabilité et les services commerciaux ». Ainsi la Zenith Electronic Corporation a remplacé son usine d'Eransville, en Indiana, qui employait 1 400 travailleurs payés 6 ou 7 dollars de l'heure, par une *maquiladora* en employant 5 000 ; elle a réalisé par là une économie de 300 millions de dollars par an. A El Paso, 14 000 emplois industriels ont été supprimés depuis 1980.

Dans ses prises de position, l'AFL-CIO insiste également sur l'impact des *maquilas* sur la santé des travailleurs et l'environnement. Un rapport de Leslie Kochan, intitulé *Maquiladoras : le coût caché de la production au sud de la fron-*



tière, en souligne certains aspects : les risques d'accidents à cause de matières toxiques, l'absence de traitement adéquat des déchets, la pollution de l'eau, la mise en danger de l'écosystème par l'accumulation des ordures, etc.

Malgré ces conditions de sur-exploitation, l'organisation des travailleurs s'est peu développée dans les *maquilas*. Cela tient à de nombreuses raisons, dont la proximité avec les Etats-Unis n'est pas la moindre. Comme le notait Manuel Aguilar Mora (4), dans un article de la revue du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale), la zone-frontière produit « une polarisation des différences spécifiques entre nations impérialistes et nations opprimées ». La division du travail qui s'ins-

taure est brutale : du côté mexicain, c'est la misère, les bas salaires, la prostitution, la marginalisation, etc., bref un enracinement social peu propice à l'organisation des travailleurs. Le taux de rotation très élevé de la main-d'œuvre, la répression, le poids régional du parti d'opposition de droite (Parti d'action nationale, PAN), etc. Tous ces effets se conjuguent pour effriter l'action ouvrière.

L'exemple de la grève de la Zenith permet de voir comment sont contrôlées toutes les velléités d'action. Vers la fin de 1983, les employés de la Zenith de Reynosa entrèrent en lutte pour leurs salaires qui atteignaient 3,40 dollars par jour et, grâce à la participation de 8 000 travailleurs au mouvement, obtinrent, apparemment, quelques résultats : une augmentation des salaires, et le droit de constituer librement un syndicat, en choisissant eux-mêmes leurs dirigeants. Mais la hausse salariale fut supprimée deux mois après la reprise du travail, quant à la nouvelle direction syndicale, elle ne put jamais prendre ses fonctions : ses membres furent arrêtés par la police locale, puis licenciés par Zenith et placés sur liste noire auprès des autres *maquiladoras*. Cette grève est restée fameuse en raison d'un reportage télévisé au cours duquel deux journalistes des Etats-Unis furent arrêtés et roués de coups par la police mexicaine locale. Un scénario analogue s'est déroulé durant la grève de la Ford Hermosillo, en mars 1987. Même si on peut parler de succès partiels, les patrons et les autorités locales ne cèdent pas sur ce qui est l'essentiel pour eux, à savoir la constitution de syndicats indépendants, réellement représentatifs des intérêts des travailleurs. Ici, encore plus sans doute que dans le reste du Mexique, les autorités et les syndicats liés au pouvoir fonctionnent main dans la main. Après tout, la paix sociale est, avec les bas salaires, l'un des arguments principaux pour attirer l'investissement international.

Vers la "maquiladorisation" de l'économie mexicaine ?

Le statut spécial de la *maquiladora* n'avait de sens, au Mexique, que par rapport à une politique commerciale protectionniste. On pouvait alors parler de zones franches, bénéficiant d'un statut d'exception. Les choses ont aujourd'hui profondément changé. Avec son adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en 1986, puis la suppression progressive de tous droits à l'im-

4) Manuel Aguilar Mora, "Lejos de Dios : reflexiones sobre una tragedia nacional", *La Batalla* n°19, Mexico, octobre-novembre 1987

portation, le Mexique a opéré un profond tournant. De manière cohérente, la législation s'appliquant à l'investissement international a été remaniée et assouplie à l'extrême. Dans l'automobile, par exemple, une réglementation assez contraignante obligeait les multinationales à réaliser un certain pourcentage de valeur ajoutée sur place, et interdisait la réexportation massive. Aujourd'hui, les différences entre l'industrie *maquiladora* et une implantation quelconque de firme multinationale s'estompent.

Tout pour l'exportation !

Voilà pourquoi on peut, effectivement, parler de "maquiladorisation" de l'ensemble de l'industrie mexicaine, dans la mesure où l'orientation de la politique économique gouvernementale accorde la priorité absolue aux exportations industrielles. Celles-ci ont effectivement progressé considérablement depuis le choc pétrolier, passant de 5,4 milliards de dollars en 1983 à 12,2, en 1988 ; leur part dans les exportations totales représente dorénavant 60 %, cette progression résultant en partie de la baisse des recettes pétrolières.

Mais cet essor des exportations industrielles a été obtenu selon une logique épousant étroitement celle de la *maquila*. On assiste à un abandon des débouchés offerts par le marché intérieur, certaines exportations de biens intermédiaires tels le ciment, le verre, l'acier, étant gonflées presque mécaniquement par la baisse des ventes internes. Et surtout, cette industrialisation est désarticulée, parce que déterminée essentiellement par la logique des multinationales : ainsi, dans le secteur le plus dynamique, celui des moteurs et pièces détachées, 93 % des exportations ont été réalisées en 1987 par General Motors, Chrysler, Ford, Volkswagen et Renault ; de la même façon, IBM et Hewlett-Packard effectuent 80 % des exportations de matériel informatique.

Le développement de l'industrie *maquiladora* aura été un prélude à une intégration accrue de l'économie du Mexique dans celle des Etats-Unis, intégration dominée par les intérêts des multinationales et de la bourgeoisie mexicaine, et dont la logique implique une pression continue sur les salaires et le niveau de vie des travailleurs mexicains. ★

20 octobre 1990

Les illustrations reproduites en p. 9 et 11 son extraites du livre mexicain *Posada y el grabado mexicano* (Panorama Ed., Mexico, 1980).

Zones de misère et fausses industries

La région des Caraïbes est devenue un pôle important d'assemblage au cours des années 80, grâce à une succession de dévaluations et à la mise en place, en 1984, du Plan Reagan (Initiative pour le bassin des Caraïbes). Depuis cette date, le nombre des zones franches industrielles d'exportation (ZFIE) dans cette région a à peu près doublé pour atteindre le chiffre de plus 60. Elles employaient, en 1984, moins de 100 000 personnes, dont la moitié en Haïti ; en 1989, près de 200 000 y travaillaient, dont moins d'un cinquième en Haïti.

Robert HELDER



CETTE croissance spectaculaire est essentiellement due au succès des ZFIE de la République Dominicaine. En 5 ans, c'est-à-dire de 1984 à 1989, leur nombre est passé de 4 à 17 et les emplois y ont augmenté de 25 000 à 110 000, plus que dans les industries fabriquant pour le marché local ou dans toute l'activité sucrière — l'une et l'autre stagnant depuis le début des années 1980. Les ZFIE représentent déjà 5 % des emplois totaux du pays. En 1988, la valeur ajoutée dans les ZFIE a atteint 15 % de la valeur ajoutée par l'ensemble du secteur manufacturier. Leurs exportations se sont élevées à 517 millions de dollars, soit plus du tiers des exportations de marchandises.

Salaire de survie et répression

Les raisons d'une telle croissance des zones franches dominicaines sont multiples : proximité des Etats-Unis, accès à ce marché avec exonération de droits de douanes pour beaucoup de produits (Plan Reagan), relative stabilité politique, exonération totale d'impôts, et surtout, une « main d'œuvre abondante et bon marché », comme le vantent les brochures de promotion.

Effectivement, les ZFIE dominicaines attirent avant tout les investisseurs grâce à un taux d'exploitation du travail très élevé. Le salaire minimum applicable y est actuellement de 650 pesos par mois,

c'est-à-dire environ 500 francs français. La semaine est au minimum de 44 heures, dans des conditions en général très mauvaises ; les cadences imposées par le travail à la pièce très élevées. Malgré la reconnaissance du droit syndical dans le reste du pays, dans les ZFIE, la répression des activités de ce genre est absolue. Les ouvriers sont recrutés après enquête de police sur leurs antécédents syndicaux ou politiques. La moindre tentative d'organisation et d'action collective est suivie de licenciement immédiat, sans recours possible.

Emplois déqualifiés et menacés

Les trois quarts des emplois sont occupés par des femmes, les patrons des usines d'assemblage appréciant particulièrement leur dextérité dans les tâches d'assemblage (confection, chaussure et électronique essentiellement) et leur relative docilité, conséquence de leur situation de dominées dans une société particulièrement patriarcale. La majorité de ces



La place des zones franches dans les exportations dominicaines

	1975		1980		1988	
	en millions de \$	en %	en millions de \$	en %	en millions de \$	en %
Exportations nationales	887	97	960	89	901	64
Sucres, dérivés	594	65	330	31	178	12
Café	34	4	52	5	64	5
Tabac	34	4	35	3	18	1
Cacao	25	3	51	5	64	5
Minerais	149	16	380	35	408	29
Autres	50	5	111	10	169	12
Exportations des ZFI	27	3	117	11	517	36
Exportations totales	914	100	1077	100	141	100

Source : Banque Centrale de la République dominicaine

femmes sont jeunes — entre 16 et 24 ans — et ne durent que quelques années dans les ateliers, que ce soit à cause des maternités ou de l'usure au travail. Les ZFIE sont des zones de répression et d'exploitation intense.

Leur extension ne constitue pourtant même pas une voie de développement capitaliste, contrairement à ce que prétendent la classe dirigeante et les économistes bourgeois.

Les entreprises des ZFIE créeraient des emplois, selon le gouvernement dominicain. En fait, elles gaspillent la force de travail dans des tâches que la formation technique permet pour l'essentiel d'automatiser. La rotation rapide des ouvrières en est la preuve : leur force de travail est usée en quelques années. De plus, ces postes de travail sont très fragiles ; il suffit que le climat social ou politique change pour que les entreprises étrangères qui commandent ou les sociétés mères passent commande dans un autre pays concurrent ou déplacent, à peu de frais, leur atelier de zone franche. C'est ce dont Haïti fait l'expérience depuis la chute de Duvalier, en 1986, malgré les efforts des militaires, de Washington et de Paris pour préserver l'ordre social. Il suffit aussi qu'un ou plusieurs pays rivaux sur le marché des ZFIE dévaluent suffisamment leur monnaie pour provoquer une vague de délocalisation. Les exportations d'électronique de Barbade, qui ont atteint 150 millions de dollars en 1984, ont ainsi été réduites à néant en trois ans. Il suffira, enfin, que les techniques d'automatisation de la production industrielle fassent de nouveaux progrès pour que ces emplois ne soient plus du tout rentables, à moins d'imaginer que le salaire réel puisse encore être réduit. Il est important de noter

que, depuis 1970, date de création de la première ZFIE dominicaine, la salaire minimum mensuel réel exprimé en dollars constants est passé de 58 à 23 dollars.

Les ZFIE généreraient des devises, prétendent aussi les autorités. En fait, les revenus nets de devises de cette activité, c'est-à-dire la valeur ajoutée dans les ZFIE dominicaines, ne s'est élevée qu'à 129 millions de dollars en 1988. Pour une moyenne de 80 000 emplois au cours de l'année 1988, cela ne représente que 1 612 dollars par an par poste de travail, ce qui reste très faible.

Des ateliers plus que des industries

Les ZFIE seraient des pôles de transfert de technologie favorables à une industrialisation du pays. En fait, ce transfert est insignifiant. Par définition, les industries à haute intensité de main d'œuvre n'intègrent pratiquement pas de technologies modernes. La faiblesse de l'investissement indique clairement que les entreprises des ZFIE sont des ateliers de travail ("swetshops" en anglais) et non des industries : 3 318 dollars par ouvrier dans le secteur chaussures, 5 379 dans la confection, 9 057 dans l'électronique.

L'investissement moyen dans les industries des Etats-Unis est au moins dix fois supérieur à ce dernier chiffre. Le temps de formation réel des ouvriers ne dépasse pas en général quelques semaines. L'attitude de l'Etat dominicain est d'ailleurs cohérente avec l'adoption d'un tel mode de "sous-développement" : il abandonne progressivement ses fonctions d'éducation, dont les niveaux sont en régression spectaculaire depuis près de dix ans.

Les entreprises des ZFIE susciteraient la création d'activités offrant biens et services aux zones franches. En fait, les achats des ZFIE à l'économie locale sont pratiquement nuls. Les pièces à assembler, qu'il s'agisse par exemple de tissu ou de composants électroniques, sont produits à meilleur coût et avec moins de risques dans des pays plus avancés. Même les entreprises installées depuis 15 ans ou plus en République Dominicaine n'ont pas commencé un début d'intégration à l'économie locale.

Concentration ouvrière

Cette expansion des ZFIE n'a lieu que parce que ce pays se place d'emblée, par sa politique de répression et de surexploitation des travailleurs, tout en bas de l'échelle de la division internationale du travail — ce qui n'exclut pas qu'il tombe même de l'échelle, du fait de la concurrence d'autres pays dominés, ou du fait de la conjonction entre protectionnisme, déréglementation et automatisation à l'œuvre dans les métropoles impérialistes.

Le seul apport positif de la croissance des ZFIE en République Dominicaine a été le développement d'un nouveau secteur de la classe ouvrière, qui est concentré : deux ZFIE emploient chacune plus de 30 000 travailleurs (San Pedro de Macoris et Santiago). Il est aussi jeune, majoritairement et essentiellement féminin. L'articulation des luttes féministes et de classe lui permettrait de s'organiser et de prendre conscience de sa force. Les ZFIE sont, à leur corps défendant, aussi une promesse de renouveau des luttes sociales et politiques (voir l'article p.17). ★

8 novembre 1990





LES ZONES franches industrielles d'exportation (ZFIE) jouaient un rôle central aux Philippines dans la stratégie d'industrialisation orientée vers l'exportation. La ZFIE de Bataan (ZFIEB) a commencé à fonctionner en 1972. Deux autres zones ont été établies ensuite ; la construction de 12 à 15 ZFIE de plus était planifiée, mais elles n'ont jamais vu le jour. A la place, des stimulants, comme ceux qui sont en vigueur dans les zones franches, ont été étendus à ceux qui investiraient en dehors des ZFIE.

Dix ans après l'inauguration de la ZFIE de Bataan — alors, on pouvait percevoir quelques effets positifs — le gouvernement philippin lui-même et les institutions privées reconnaissent que cette politique n'a bénéficié en rien à l'économie du pays.

Réservoir de main-d'œuvre

Selon le ministre du Travail, Blas Ople : « Les ZFIE n'ont réussi que dans des pays où existaient déjà les conditions d'une croissance économique, tels Singapour, Taïwan et la Corée du Sud. Mais, lorsque les économies ne sont pas assez dynamiques, les ZFIE jouent un rôle minime, leur apport est, tout au plus, psychologique » (1).

Il faut souligner le rôle joué par la Banque mondiale (BM) dans l'aggravation de la crise aux Philippines : « En poussant à l'installation de zones franches aux Philippines et dans le tiers monde, son but premier n'était pas d'encourager la croissance industrielle, mais de satisfaire les besoins en main-d'œuvre bon marché des multinationales et la quête effrénée des économies des métropoles avancées de produits manufacturés bon marché, en opposant la classe ouvrière des pays du tiers monde aux autres dans la course pour la survie » (2).

Au début des années 80, il était devenu évident que la politique des zones franches n'avait pas rempli ses objectifs aux Philippines. Cependant, la BM a continué à pousser d'autres pays asiatiques, comme l'Indonésie et la République populaire de Chine, à s'engager dans cette voie. Il est donc important de revenir sur le bilan de l'expérience des ZFIE aux Philippines et sur son échec, qui est patent depuis 1983.

Les effets du colonialisme et du legs économique des Etats-Unis ont joué un rôle important dans la lutte de l'Etat philippin pour transformer son système après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et avancer vers l'autosuffisance.

Si plus de 300 ans de domination espagnole, du XVI^e au XIX^e siècle, ont profondément marqué la structure agraire des Philippines, la colonisation américaine a eu des effets déterminants sur l'économie contemporaine. Les intérêts des Etats-Unis ont fait main basse sur l'économie et le commerce, même après l'indépendance formelle du pays.

Dès 1909, avec l'adoption de la loi Payne-Aldrich, les importations américaines sans taxes et sans limitations de quotas ont été autorisées, alors que des restrictions étaient imposées aux exportations philippines de sucre et de tabac en direction des Etats-Unis. Tout en servant de marché pour les produits manufacturés américains, les Philippines devenaient une source de matières premières. Cela a encouragé le développement de l'économie agricole : la surface destinée aux cultures d'exportation a triplé durant la première moitié du XX^e siècle.

En 1934, la loi Tydings-Mc Duffie a défini les limites de l'indépendance des Philippines, finalement accordée en 1946. Cette législation prévoyait l'égalité de droits pour les Américains ; une période d'ajustement de 10 ans pour les investisseurs américains locaux ; l'entrée illimitée des importations en provenance des Etats-Unis mais des limitations pour les exportations de sucre et d'huile de coco des Philippines vers ce pays.

Industrialisation sous tutelle

Ce lien étroit entre le commerce philippin et le marché américain a continué. « Malgré l'octroi de l'indépendance aux Philippines, les Etats-Unis se sont réservés le droit d'y conserver plus de 20 bases et installations militaires. Les citoyens américains sont susceptibles d'acquiescer — à travers l'amendement sur la parité de la Constitution philippine et la loi Bell sur le commerce — des droits égaux à ceux des Philippines pour exploiter les ressources naturelles du pays. L'accord Quirino-Foster (1950) donne la part du lion aux Etats-Unis par son programme d'aide à la politique philippine. L'accord de commerce Laurel-Langley (1954) perpétue les relations de "libre commerce" liant les exportations philippines au marché américain » (3).

Pour sortir de la dépendance coloniale, les dirigeants philippins ont envisagé l'industrialisation pour réaliser une percée économique. Plus spécifiquement, l'industrialisation protégée pour le marché domestique a été le premier pas de ce processus.

Les éléments fondamentaux d'une stratégie industrielle de substitution des

On solde la m

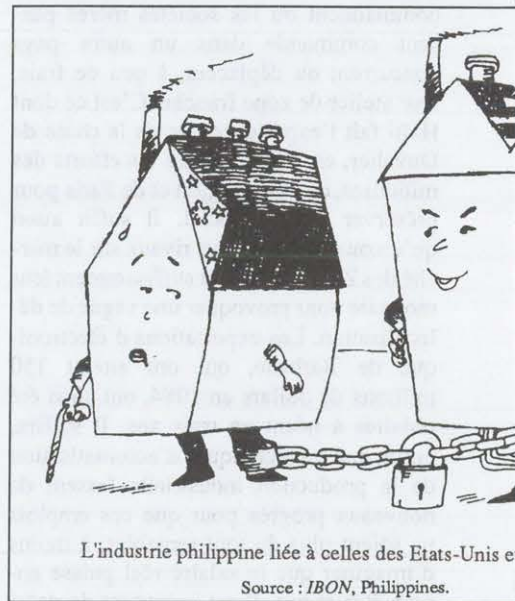
En Asie, la mise en place d'une industrialisation à deux temps : au milieu des années 60, la Corée du Sud et le Sri Lanka ne s'y sont pas laissés et ont été les premiers à appliquer cette stratégie. Des études comparatives ont montré que les pays engagés plus tôt ont mieux réussi. En revanche, les pays qui ont attendu ont eu des résultats moins bons.

Sonia

importations ont donc été mis en pratique dans les années 50. « La substitution des importations s'est abondamment développée dans certains secteurs comme celui des boissons, des textiles, des dérivés du papier et du caoutchouc, du charbon et du pétrole, des métaux de base et des produits métalliques, des équipements de transport et des machines » (4).

« Par un système de tarifs douaniers, en 1957, les autorités ont stimulé un taux de croissance industriel annuel de 12 % entre 1950 et 1957. Vers 1960, presque 20 % du Produit national brut (PNB) du pays provenait de l'industrie » (5).

Cependant, la croissance industrielle était étroitement liée à l'économie agricole. Le pays continuait à dépendre des exportations agricoles pour accumuler du capital. Mais, à cause des "libres" accords de commerce avec les Etats-Unis, les exportations agricoles philippines ne parvenaient pas à couvrir le coût élevé des machines et des biens de capitaux. Cela a



L'industrie philippine liée à celles des Etats-Unis

Source : IBON, Philippines.

ain-d'œuvre !

on orientée vers l'exportation s'est déroulée en e du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour ont e ; tandis que les Philippines, la Malaisie ancés que dix ans plus tard. pays en voie de développement qui s'y étaient L'expérience des Philippines a, e très décevante.

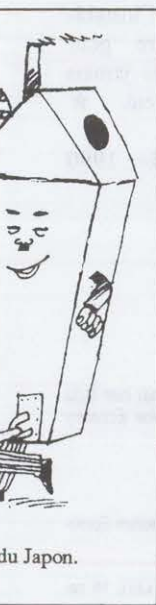
UPON



provoqué un déficit du commerce qui s'est rapidement amplifié.

Le marché intérieur n'a pas augmenté non plus : en l'absence d'une réforme agraire, ni les paysans pauvres ni les nouveaux pauvres urbains ne jouissaient d'un pouvoir d'achat qui aurait aidé à soutenir un secteur industriel en expansion. Les entrepreneurs locaux furent incapables de produire des biens technologiquement avancés, en dehors des produits de consommation de base. Lorsqu'ils y parvinrent, la facture des importations monta en flèche car les biens de capitaux, le pétrole et les matériaux affluaient dans le pays pour soutenir la production industrielle. Dix ans plus tard, l'économie philippine stagnait et sa dette augmentait.

« En 1962, face aux très graves problèmes de la balance des paiements et sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), la nouvelle administration Macapagal a aboli les contrôles des importations et des échanges, et a dévalué le peso d'environ 100 %. Les coûts des importations ont doublé tout comme les remboursements des prêts étrangers en pesos. Environ 1 500 patrons philippins ont fait faillite. Certaines sociétés ont été obligées d'accepter le contrôle de l'étranger par des joint ventures. La croissance annuelle moyenne dans le secteur industriel a fait une chute sans précédent pour tomber à 4,5 %. Les salaires réels ont diminué de 10 % » (6).



du Japon.

En 1965, l'administration Marcos a fait des emprunts lourds pour un programme massif d'infrastructures publiques. En 1967, le gouvernement a voté une loi pour favoriser les investissements

permettant aux firmes étrangères de contrôler la totalité des parts des industries de pointe. Les investisseurs étrangers recevaient des garanties sur la non-restriction de leurs profits. Une loi d'encouragement à l'exportation fut adoptée deux ans après ; c'est alors que fut annoncée la création de la Zone franche industrielle d'exportation de Bataan.

L'élite philippine s'est sentie menacée par l'industrialisation exclusivement tournée vers l'exportation et par la suppression du protectionnisme. L'ouverture de l'économie à l'étranger a aussi provoqué des réactions de masse — surtout de la part des étudiants qui, à la fin des années 60, dénonçaient le contrôle américain de l'économie.

La mainmise de la Banque mondiale

La détérioration du climat économique, l'opposition qui se développait au niveau national et les troubles politiques ont inquiété la BM et le FMI. Par le biais de technocrates formés aux Etats-Unis, très haut placés dans l'administration, ces institutions ont pu obliger le gouvernement à s'engager dans une stratégie d'industrialisation tournée vers l'exportation, en utilisant les crédits extérieurs comme moyen de pression. Le 21 septembre 1972, la loi martiale était instaurée aux Philippines, ce qui a fourni le cadre politique pour mettre en place cette stratégie.

Un plan de développement sur trois ans était formulé pour 1974-77 reprenant fondamentalement les politiques de la BM. Son objectif central était la diversification et l'expansion des exportations ; afin de créer un climat favorable pour les investisseurs étrangers, le rapatriement sans restrictions du capital ainsi que des profits y était pleinement garanti, et des stimulants fiscaux et financiers étaient octroyés. Les grèves furent interdites.

Durant cette période, les entrepreneurs philippins étaient encore capables d'obliger le gouvernement à maintenir un certain degré de protectionnisme contre la volonté de la BM et du FMI. Mais la BM a fait pression pour que l'économie soit fondamentalement restructurée en éliminant le « dualisme entre les industries orientées vers l'exportation intensive, fonctionnant avec des licences de libre commerce, et les autres, tournées vers le marché intérieur protégé » (7). Craignant de perdre les prêts du FMI et de la BM, le gouvernement Marcos a capitulé : « Nous sommes d'accord avec les analyses de la BM qui expliquent que l'industrie des Philippines a souffert des excès du protectionnisme. Nous sommes déterminés à prendre des décisions difficiles, et sou-

vent douloureuses, pour démanteler certains dispositifs protectionnistes et pour promouvoir un système libre et compétitif » (8). La soumission continuelle au FMI et à la BM a engendré une forte bataille politique entre les puissants hommes d'affaires proches de Marcos et les technocrates du gouvernement favorables au commerce libre ; ainsi, en 1983, les premiers ont accusé le FMI et la BM d'être les responsables de la crise économique.

L'établissement de zones franches était considéré comme la base essentielle de la nouvelle politique économique du gouvernement, sous la pression du FMI et de la Banque mondiale. Les promoteurs de cette politique assuraient que les ZFIE stimulerait l'économie nationale en attirant les investissements étrangers, en accélérant le transfert de technologie moderne et en créant de nouveaux emplois. Les résultats sont restés bien en deçà des promesses.

Le cas de la zone franche industrielle d'exportation de Bataan est éclairant. A cause de son mauvais emplacement, la construction de la ZFIEB a coûté 120 millions de dollars, soit plus du double des prévisions. Le choix du lieu a été avant tout déterminé par des considérations politiques, et de plus la zone a été équipée de manière extravagante pour attirer les investisseurs. En outre, il a fallu reloger de nombreuses familles qui habitaient la région depuis plus de 15 ou 20 ans.

En ce qui concerne l'encouragement à l'investissement étranger, il faut noter que la majeure partie des fonds est venue de sources locales — 91 % du capital total investi provenait des Philippines ; et 95 % de celui-ci provenait du marché local des capitaux (9).

L'occupation des lieux par des entreprises a été beaucoup moins importante que ce qu'avait estimé le gouvernement. « Du total estimé de 113 firmes qui devaient s'implanter dans la ZFIEB entre 1979 et 1980, seulement 56 s'y étaient

1) Business Day, 3 février 1983, Manille. Cité par Ibon Data Bank. What crisis ? Highlights of the Philippine Economy 1983, Manille, 1984.

2) Walden Bello, David Kinley et Elaine Elinson, Development Debate : The World Bank in the Philippines, California, 1982.

3) Dennis Shoemith (ed.), Export processing Zones in Five Countries : The Economic and Human consequences, APHD, 1986.

4) Vicente Valdepenas Jr et Gemelino Bautista, The Emergence of the Philippines Economy, Manille, 1977.

5) Banque mondiale, The Philippines : Priorities and Prospects for Development, Vol. 1, Etude confidentielle, Washington DC, 1976.

6) Bello, opus cité.

7) Banque mondiale, Meeting of the Consultative Group for the Philippines, 13 et 14 décembre 1979, annexe II.

8) Roberto Ongpin, Statement in World Bank : Meeting of the Consultative Group for the Philippines, 13 et 14 décembre 1979, annexe VII.

9) Shoemith, opus cité.

vaient s'implanter dans la ZFIEB entre 1979 et 1980, seulement 56 s'y étaient installées en 1980. Des 41 compagnies qui continuaient en 1983, 17 se consacraient à l'industrie légère (chaussures, produits de plastique et de caoutchouc, matériaux d'emballage, industrie alimentaire, etc.), 13 au textile, 5 à l'électronique, 4 à la fabrication de métaux lourds et 2 à la construction navale » (10).

Le travail se fait surtout sur des chaînes de montage et bien qu'un certain nombre d'ouvriers ait été envoyé dans d'autres pays pour se former, le transfert réel de technologie est très faible.

La production s'est arrêtée à plusieurs reprises lorsque l'arrivée de matières premières a diminué et certaines entreprises ont même dû fermer leurs portes ; d'autres sont parties s'installer dans des pays où la main-d'œuvre est encore moins chère. Cela a fait augmenter le taux de chômage de manière significative. Ainsi, dans le cas de la ZFIEB, 2 178 ouvriers ont perdu leur emploi en 1983, soit 14 % des 16 507 travailleurs employés durant cette année-là (11).

Misère et révolte en zone franche

Les travailleurs des zones franches sont généralement jeunes — 21 ans en moyenne — ; il s'agit majoritairement de femmes célibataires qui ont suivi des études secondaires. Les plus importantes concentrations d'ouvrières sont localisées dans l'électronique et le textile, car les femmes jeunes font preuve de plus de précision dans ces travaux, elles sont plus dociles et sont prêtes à accepter des salaires plus bas. Célibataires, elles n'ont en général pas de famille à charge, ce qui réduit les allocations de maternité.

Dans la ZFIEB, 72 % des employés sont issus de familles de paysans pauvres. Presque tous les travailleurs (97 %) sont des immigrés, venus des provinces proches où le marché du travail est totalement saturé (12).

La politique gouvernementale, visant à préserver une main-d'œuvre bon marché, conduit à des conditions de vie déplorables pour les travailleurs. En 1982, la plupart des employés touchait 31 pesos par jour (1 dollar valait 9 pesos) ; ce salaire est passé à 42 pesos en 1983 (mais le change avec le dollar était alors de 1 pour 14). Dans la région de la zone franche, les prix sont 30 % plus élevés que dans le centre de Manille (13). Un nombre très important de travailleurs ne sont même pas employés régulièrement ; considérés comme intérimaires, ils peuvent être licenciés à tout moment et ne disposent d'aucun avantage social. Les ouvriers

sont également obligés de faire des journées de travail beaucoup plus longues, et ce dans des conditions très dangereuses et sans aucune protection. Les avantages sociaux sont rares : la plupart des employés n'ont ni sécurité sociale, ni logement, ni transport, ni soins médicaux. Les cas d'harcèlement sexuel des travailleuses sont multiples.

Malgré l'interdiction des grèves, des actions de masse ont été menées, des grèves ou d'autres formes de protestation. En 1983, 41 syndicats s'étaient créés dans la zone franche, soit dans 87 % de l'ensemble des firmes, et environ 30 grèves et 20 autres formes de protestation avaient eu lieu (14). La grève la plus importante a réuni 20 000 travailleurs qui ont cessé le travail dans 21 entreprises pour protester contre la brutalité de la police qui était intervenue contre un mouvement pacifique de travailleurs de l'électronique. Cet événement a paralysé l'ensemble de la zone.

L'année 1983 a été cruciale : la combativité des travailleurs s'est développée et le pays a sombré dans une crise politique et économique profonde.

En 1986, Marcos a été contraint de quitter la présidence, entre autres sous la pression des Etats-Unis. Les premières années de la présidence de Cory Aquino, alors que régnait un meilleur climat politique, ont attiré l'investissement étranger et la balance commerciale a enregistré des résultats positifs. Les bilans des zones franches ont également été positifs, contrairement aux années précédentes.

Reprise limitée

Une partie du plan gouvernemental de reprise économique prévoyait l'établissement de centres industriels régionaux et la création de pôles de développement économique à l'extérieur de Manille. Ces centres devaient prendre trois formes : des domaines industriels, des zones d'exportations ou des "mini-domaines".

La province de Cebu a appliqué ce projet et, en 1988, le gouvernement se déclarait fier du boom économique de cette région. La zone d'exportation de Mactan, après des années de stagnation, a commencé à attirer des locataires étrangers ; alors qu'en 1986, seulement 6 compagnies y travaillaient, 4 s'y sont installées en 1987 et 6 autres en 1988 (15).

Malgré l'euphorie de l'administration, de nombreux problèmes continuent à être posés qui devraient influencer négativement sur le succès de la zone franche de Mactan. Deux filiales emploient 80 % des 5 000 travailleurs de la zone ; le manque chronique d'eau, d'électricité, de trans-

ports et de communications affectera vraisemblablement son expansion future. Les pratiques bureaucratiques courantes sont violemment critiquées, ainsi que les tarifs douaniers portuaires très élevés, alors que l'infrastructure maritime est en très mauvais état. Le problème du logement va se poser à très court terme, car des communautés de squatters se développent avec l'exode des pauvres et des paysans sans terre vers les centres urbains, à la recherche de travail (16).

Les multinationales s'enrichissent

La mise en place de zones franches aux Philippines a bénéficié, de manière évidente, aux multinationales impérialistes mais aussi à celles des centres économiques régionaux. A l'origine, les investissements sont venus des Etats-Unis et du Japon, mais les nouveaux fonds proviennent des nouveaux pays industrialisés d'Asie (la Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour). Les fonds de ces quatre "dragons" dans les pays d'Asie du Sud-Est en 1988 ont « monté en flèche de 334 %, alors que ceux du Japon ne croissaient que de 125 % » (17).

Mais l'économie nationale philippine n'en a pas tiré de bénéfices durables ; l'augmentation des emplois, les investissements étrangers, les transferts de technologie n'ont pas été stabilisés pour une raison simple : du point de vue des multinationales, les ZFIE doivent permettre une baisse des coûts de fabrication, faciliter le redéploiement de leurs investissements et multiplier les possibilités, approfondir la concurrence entre les pays du tiers monde, et ainsi augmenter la flexibilité de leur propre stratégie internationale.

Au lieu de devenir un facteur de développement durable, la politique des zones franches a constitué un élément d'instabilité structurelle supplémentaire pour l'économie des Philippines, sans jamais s'attaquer aux racines de la pauvreté. ★



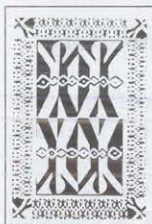
9 novembre 1990

- 10) Ibid.
- 11) EPZA Corporate Plan : 1983-1987. Cité par Ibon Data Bank. What crisis ? Highlights of the Philippine Economy 1983, Manille, 1984.
- 12) Shoemsmith, opus cité.
- 13) Ibon Data Bank.
- 14) Shoemsmith, opus cité.
- 15) James Clad, "Cebu sets the pace", Far Eastern Economic Review, 10 novembre 1988.
- 16) Ibid.
- 17) Nigel Hollaway, "The numbers game", FEER, 16 novembre 1989.

Kiskeya Quand tout bascule

Les semaines qui viennent pourraient se révéler cruciales dans l'histoire des deux pays jumeaux qui se partagent l'île que les Indiens appelaient *Kiskeya*, Haïti et la République dominicaine. Le 19 novembre 1990, a commencé en République dominicaine, une grève générale qui met en question l'existence même du régime de Balaguer. En Haïti, l'impérialisme nord-américain se trouve confronté à un autre défi : la possible, pour ne pas dire probable, victoire du prêtre Jean-Bertrand Aristide le 16 décembre 1990... dans le cas où le premier tour des élections générales prévues ce jour-là a bien lieu et s'il n'y a pas de fraude généralisée.

Andy BROCK
Arthur MAHON



LE NOUVEAU mandat électoral du président Balaguer a commencé le 16 août 1990, deux jours après qu'une grève générale de 48 heures a paralysé le pays à l'appel des organisations syndicales et populaires. Le gouvernement venait, en effet, d'annoncer un train de mesures d'austérité afin de pouvoir signer un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Le mouvement fut violemment réprimé par l'armée, douze personnes tuées, plus de 100 blessées et il y eut environ 5 000 arrestations.

Un seul chef d'Etat, le président du Venezuela, Carlos Andres Perez, s'est déplacé à Saint-Domingue pour assister à la prise de fonctions de Balaguer. Le 16 mai, ce dernier avait volé, par la fraude, la victoire électorale à son concurrent, Juan Bosch. C'est également par une répression sauvage que Balaguer a répondu à une nouvelle grève nationale de trois jours, les 26, 27 et 28 septembre 1990. Un des dirigeants de la grève dans la ville de Salude a ainsi été torturé, puis fusillé par l'armée ; il y a eu au moins trois morts et

des dizaines de blessés par balle. Si on excepte le massacre de 200 personnes perpétré lors des émeutes de 1984 (sous la présidence du social-démocrate Jorge Blanco), la répression n'avait pas atteint de tels niveaux depuis la première présidence de Balaguer (1966-1978), qui était une véritable dictature. La grève de septembre n'a pas eu le succès de celle d'août, mais elle a cependant recueilli un impact indéniable, touchant pratiquement tous les milieux populaires urbains et ruraux, surprenant la plupart des observateurs. En effet, elle n'était appelée que par un secteur encore très minoritaire, le Collectif des organisations populaires (COP), qui est soutenu par un front regroupant le petit Parti communiste dominicain (PCD,

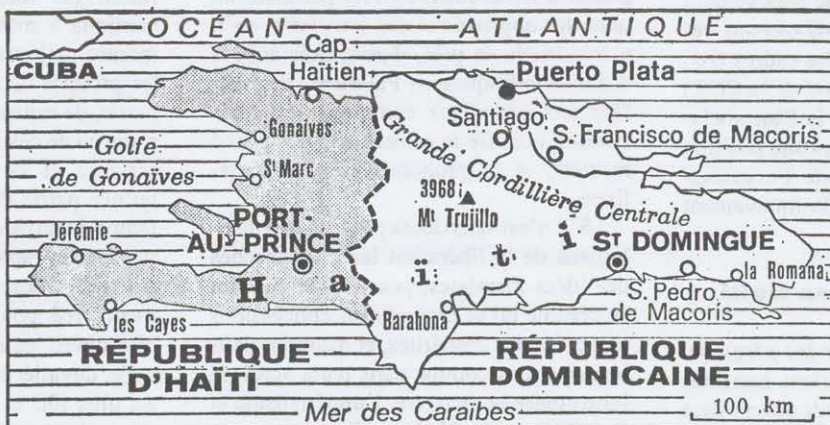


mique, sociale et politique du pays. Depuis plusieurs mois, le régime de Balaguer prélève un impôt forcé, par le biais de l'inflation, sur les secteurs populaires ; il fait fonctionner la planche à billets au bénéfice d'une grande bourgeoisie financière et exportatrice (active, essentiellement, dans le tourisme et les zones franches — voir l'article en p.12), de la *camarilla* du parti au pouvoir, et de projets de construction somptuaires. Ces derniers sont réalisés en vue de la venue du pape et de quantité de chefs d'Etat en 1992, lors des grandes célébrations du "Ve centenaire de la Découverte et de l'Évangélisation des Amériques" (sic).

Les organisations populaires contre Balaguer

Cette politique provoque une chute brutale du pouvoir d'achat à un niveau jamais connu depuis des dizaines d'années, l'effondrement des services publics (en moyenne quelques heures d'électricité par jour, hôpitaux à l'abandon, anarchie des transports publics), le déclin de la production agricole, les interruptions périodiques d'approvisionnement en biens aussi essentiels que le pain, les pâtes, le sucre ou le carburant. La crise s'est aggravée depuis août 1990 avec une

nouvelle dévaluation du peso, la multiplication par deux du prix de l'essence et une flambée inflationniste. La Croix-Rouge ne dispose plus de réactif permettant de déceler l'hépatite de type B et le virus du SIDA, Balaguer refusant de lui



parti communiste atypique depuis longtemps) et quelques organisations d'extrême gauche. Le relatif succès du mouvement s'explique par le rejet massif du régime et des mesures d'austérité de l'été 1990, qui accentuent la grave crise écono-

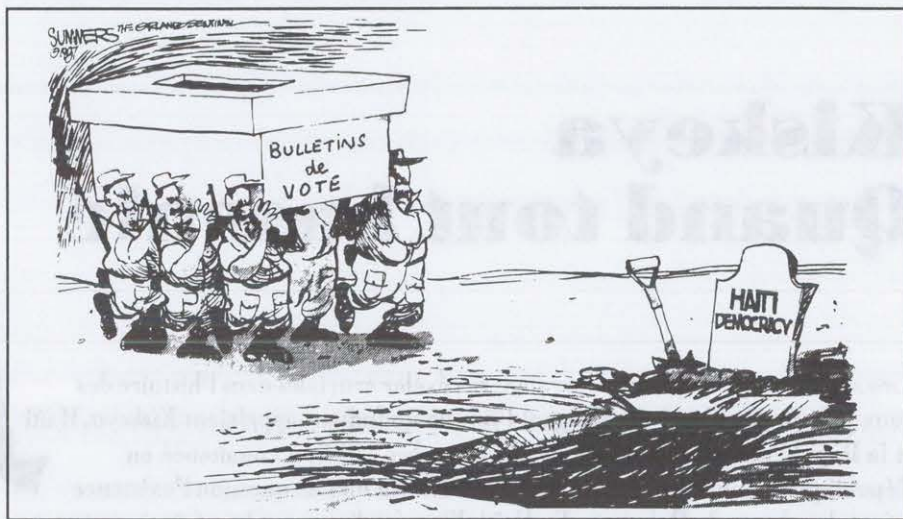
octroyer des devises. Depuis le début d'octobre 1990, personne n'ose avouer avoir voté pour Balaguer et son parti et, dans les transports publics, on ne parle que d'une chose : comment se débarrasser du président.

Dans ces conditions, le régime ne doit sa survie qu'à deux facteurs : l'appui des militaires répondant aux ordres de Washington (qui, pour l'instant, s'oppose à tout projet de coup d'Etat) et la trahison des grands partis d'opposition. En échange d'un catalogue de promesses de la part de Balaguer, les fédérations influencées par ces partis ont annulé, le 9 septembre 1990, le mot d'ordre de grève qu'a lancé pour les 10, 11 et 12 septembre l'ensemble des organisations syndicales et populaires. La Confédération générale des travailleurs (CGT) et la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP) de Virtudes Alvarez ont refusé de signer l'accord mais ne se sont pas associées à l'appel lancé par la COP pour les 26, 27 et 28 septembre. Ayant réussi sa manœuvre, le gouvernement est revenu sur ses promesses d'augmentations salariales et a enfoui ses autres engagements dans des commissions d'étude. Cependant, c'est le sauve-qui-peut dans l'entourage de Balaguer, qui pille les caisses à tour de bras.

La grève du 19 novembre 1990 répond à deux appels distincts. Les organisations qui ont signé le pacte avec Balaguer appellent à arrêter le travail pendant trois jours pour demander le respect des promesses du gouvernement. Pour la CGT et la COP, la grève durera au moins toute la semaine, et elle a l'objectif de faire tomber Balaguer. Cette orientation est soutenue par huit petits partis politiques, dont le PCD et, malgré des dissensions publiques à ce sujet, le Mouvement populaire de libération (MPL), qui regroupe une grande partie des cadres (notamment le secrétaire général de la CGT) ayant quitté il y a trois ans le Bloc socialiste. La CNOP se situe dans une position intermédiaire : elle demande l'organisation d'un référendum par le mouvement populaire.

Un péché mortel en Haïti

« Arrêtez de persécuter les pères qui sont avec le peuple » disaient certaines des banderoles que dressaient des milliers de manifestants, en octobre 1988, à Port-au-Prince. Ils s'opposaient à la décision des prêtres salésiens d'envoyer le père Aristide au Canada. Le mouvement de protestation prit une telle ampleur (même des partis politiques réactionnaires se mirent de la partie) que les compagnies d'aviation refusèrent de délivrer le billet



d'avion de Jean-Bertrand Aristide, de peur que la foule ne saccage l'aéroport. Finalement, l'Eglise recula. Mais, deux mois plus tard, Aristide apprenait son exclusion de la congrégation des salésiens. Le Vatican faisait taire celui que les "duvaliéristes" avaient essayé de tuer à plusieurs reprises ; il était chassé de son ordre, trois mois après qu'une bande de nervis a incendié l'église où il officiait, massacrant vingt personnes, mendiants et fidèles, et en blessant quatre fois plus. Le nonce apostolique se trouvait dans le voisinage mais s'est bien gardé d'intervenir.

Jean-Bertrand Aristide se porte à la jonction de deux mondes : d'une part celui des quartiers misérables de Port-au-Prince et de leurs « brouettiers, figures tragiques de Sisyphe, condamnés, dirait-on, à porter éternellement à bout de bras le poids des douleurs du monde d'oppression », qu'il évoquait dans une homélie en 1982, et de l'autre, celui de Jésus chassant les marchands du Temple, et des prophètes d'Israël fustigeant les puissants au nom des opprimés et des sans-voix, qu'il a fréquentés de près, durant trois années d'études bibliques en Palestine. Il se réfère aux premières communautés chrétiennes, qualifie le capitalisme de "péché mortel", et se prononce pour le socialisme.

S'il n'est sans doute pas l'un des théologiens de la libération les plus proches des idées marxistes, peu d'entre eux ont su comme lui se dresser sans concessions aux côtés des déshérités, et incarner, dans leurs paroles comme dans leurs actes, la lutte contre la dictature, l'impérialisme et la politique du Vatican. Il a, en outre, l'immense mérite d'avoir su faire renaître chez le peuple haïtien un sentiment de dignité, qui n'a cessé d'être bafoué depuis la proclamation de la première république noire, en 1804. C'est pourquoi, comme l'a écrit le journal *Haïti Progrès*, lorsque les radios ont annoncé, le 18 octobre

1990, qu'il posait sa candidature à la présidence de la République : « Il a suffi que tous les opprimés, les malheureux, les gens peu éduqués politiquement, mais accablés de souffrances et de misère, entendent le nom de "Père Titid" et ils se sont précipités vers les bureaux d'inscription. » Le premier mérite d'Aristide dans ces élections aura été d'avoir fait monter le taux d'inscription sur les listes électorales à 85 % !

Transformer les élections

Après le départ forcé du général Avril (1), nombreux furent les individus, groupes et partis qui crurent qu'une page était en train d'être tournée et pensaient pouvoir occuper les leviers de l'appareil d'Etat. Et d'encenser la présidente provisoire Ertha Pascale Trouillot, dont ils cachèrent le passé duvaliériste ; et de louer les qualités du général Abraham, commandant en chef des Forces armées. Ils ne furent pas longs à déchanter. L'armée continua à massacrer des paysans et se montra toujours aussi incapable d'arrêter les groupes de *zenglendos* (composés, en partie, de militaires) qui, plus que jamais, n'ont eu de cesse de semer la terreur, d'assassiner et de brigander. A tel point qu'une partie de la population regrette le temps du duvaliérisme. La présidente provisoire sut rapidement se défaire des généraux du Conseil d'Etat, organe spécialement créé pour contrôler l'exécutif. Et elle ouvrit petit à petit les portes à ses amis duvaliéristes. Décidés à gouverner au plus tôt, et estimant que le duvaliérisme était une réalité "incontournable", les partis directement liés à l'impérialisme (le Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti de Marc Bazin, et le Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien de Serge Gilles, une

(1) Voir *Inprecor* n° 305 du 23 mars 1990.

émanation du Parti socialiste français) soutinrent Ertha Trouillot contre le Conseil d'Etat. De ces reculades successives, les duvaliéristes, ou une partie d'entre eux, ont conclu qu'avait sonné l'heure de revenir au pouvoir par la grande porte. C'est ainsi que Roger Lafontant, qui dirigea la répression sous Duvalier, revint en Haïti en juillet 1990, fonda un parti en octobre et se déclara candidat à l'élection présidentielle. « *Maintenant nous sortons de nos cachettes* » déclarèrent les duvaliéristes.

En posant sa candidature un jour après Lafontant, Aristide a défilé tout l'échafaudage bâti par l'impérialisme. Comme il l'a dit : « *Les grands patrons préparaient les élections avec les faux démocrates, avec les (tontons) macoutes de Lafontant ; ils ont été stupéfaits parce que c'est le coup de carte auquel ils s'attendaient le moins.* »

Pour celui qui se dit, avec raison, "le candidat du peuple", la démarche est précise : elle « *constitue un levier de mobilisation pour faire surgir l'avalanche* » (le raz-de-marée, le torrent, l'avalanche) qui barrera la route aux duvaliéristes. Selon lui, « *Haïti, comme une mère, s'est évanouie dans les bras de Lafontant et cette tactique sert à réveiller ses enfants* ».

Un terrain piégé

Jean-Bertrand Aristide ne veut pas conduire le peuple à l'abattoir. Il se souvient des élections de novembre 1987. Les candidats avaient envoyé les électeurs aux urnes alors que l'armée et les duvaliéristes avaient déjà commencé à mettre le pays à feu et à sang pour empêcher la tenue d'élections. Et ce fut le massacre. C'est pourquoi le père Aristide a annoncé clairement : « *Le bulletin [de vote] que nous prenons, c'est une arme de non-violence active que nous avons entre les mains. Nous avançons. Mais cela ne veut pas dire que, plus loin, si nous devons nous arrêter net, nous ne le ferons pas. Cela dépendra de ce que le peuple va décider. Cette avalanche qui n'est pas encore descendue, a-t-il indiqué, descendra soit à l'intérieur des élections, soit en dehors des élections.* » Il a également prévenu que si, le 16 décembre, avaient lieu certaines "magouilles", ce serait alors « *de l'essence qu'on mettrait dans le moteur de la mobilisation populaire pour la transformer en révolution populaire* ».

Le Père Aristide est bien conscient du fait que « *pour ne*

pas favoriser leurs élections mais les transformer en une opération avalasse, l'organisation est indispensable : il faut que l'énergie révolutionnaire qui se dégage de ce phénomène social se convertisse en une énergie organisationnelle afin que nous puissions garder les rênes du mouvement ». Or c'est là toute la difficulté.

En effet, aujourd'hui, les organisations populaires, qui seraient seules à mêmes de fournir l'encadrement nécessaire à la réussite de cette opération sont, sans doute, plus faibles qu'en 1987. C'est notamment la conséquence du travail de l'Eglise catholique, qui a retiré son soutien aux nombreuses associations de base nées en son sein. Dans ces conditions, on voit mal ce que pourrait être une "opération avalasse", sinon soit un raz-de-marée électoral (si l'impérialisme et les duvaliéristes, qui ont été éliminés de la course présidentielle par le Conseil électoral, le permettent), soit une explosion populaire sans lendemain, comme Haïti en a connu plusieurs depuis 1986. En 1987, pour justement prévenir le massacre qui s'annonçait, le père Aristide avait lancé un mot d'ordre repris par plusieurs organisations populaires : *balewouze*, c'est-à-dire balayer totalement les duvaliéristes. Mais cela demandait une capacité d'organisation et un rapport de forces qui n'existaient pas.

Certains secteurs minoritaires de la bourgeoisie appuient la candidature du père Aristide. Pourquoi ? Sans doute à la fois parce que "l'opération avalasse" leur donnerait un avantage face aux duvaliéristes, et qu'ils espèrent se faufiler au pouvoir dans le sillage d'Aristide et s'appuyer sur sa popularité pour stabiliser la situation du pays. Lui-même souhaite une "alliance tactique" avec eux afin de



« *barrer la route aux macoutes* » et d'opérer ce qu'il appelle une "transition démocratique". Il cite en exemple "l'alliance tactique" conclue par le Front sandiniste de libération nationale pour mener à bien le renversement de Somoza.

Mais la différence est malheureusement de taille : le FSLN avait construit un réseau d'organisations de masse et disposait d'une force armée ; il était ainsi en mesure d'imposer ses conditions à la bourgeoisie, de briser l'appareil d'Etat somoziste et de refuser la médiation des Etats-Unis. On peut craindre, au contraire, que le sort des élections ne dépende de décisions prises actuellement à Washington et que, s'il parvient à entrer au Palais national, le père Aristide ne s'y sente tragiquement seul, prisonnier d'un gouvernement et d'une Assemblée nationale (élue également le 16 décembre) dirigés par la bourgeoisie, livré aux mains

d'une armée duvaliériste censée le défendre. A moins que, sur la lancée d'une victoire électorale, une formidable mobilisation populaire ne vienne déjouer tous les plans... Mais déjà l'ambassade des Etats-Unis a prévenu les électeurs que, selon un proverbe créole, « *Après le bal, les tambours sont lourds* », et Washington a demandé aux citoyens américains de reporter leurs voyages en Haïti. ★

19 novembre 1990



Le syndicat de "ceux d'en bas"

Depuis 1987, année de la chute de la dictature militaire de Chun Doo-hwan et du grand mouvement démocratique de la jeunesse, la Corée du Sud connaît des vagues successives de grèves. Ces luttes ont conduit à des augmentations considérables des salaires, de la consommation et, en général, du niveau de vie des travailleurs ; elles ont aussi modifié en profondeur les structures traditionnelles du mouvement ouvrier. Cela s'est traduit par la naissance d'un syndicat indépendant, l'Alliance coréenne des syndicats authentiques (*Chonohyop*), qui a joué un rôle dirigeant dans ces mouvements et qui a réussi à survivre, malgré la répression sauvage des patrons et de l'Etat (voir *Inprecor* n° 309 du 18 mai 1990).

Nous reproduisons ci-dessous l'interview de deux dirigeants de *Chonohyop*, Kim Sang-bock, membre de la direction, et Kim Kyung-eun, vice-secrétaire du conseil régional syndical de Séoul.

INPRECOR : *Combien de vos adhérents sont en prison depuis la vague de protestations et la grève générale organisées par Chonohyop en avril et en mai 1990 ?*

Kim SANG-BOCK : Actuellement, 450 ouvriers sont emprisonnés et 100 autres se cachent. Ce sont, pour la plupart, des dirigeants de *Chonohyop*, choisis comme cibles par les forces gouvernementales lorsqu'elles ont violemment investi les usines et les chantiers navals pour casser les grèves.

◆ *Quels sont actuellement les principaux problèmes des travailleurs de l'industrie ?*

K. S. B. : En ce moment, nous suivons de près ce qui se passe au chantier naval Samsung, qui est la deuxième compagnie de Corée du Sud et dont la direction, soutenue par le gouvernement, interdit toute syndicalisation libre. Elle est même allée jusqu'à créer un syndicat fantôme afin de neutraliser les tentatives des travailleurs de créer leur propre organisation démocratique. Ceux qui ont essayé ont subi une terrible répression, au point qu'un ouvrier s'est suicidé pour protester contre l'absence de droits démocratiques.

Kim KYUNG-EUN : Rien qu'à Séoul, huit syndicats se mobilisent actuellement contre les *lock out*. Ce sont surtout les travailleuses qui bougent ; ainsi, dans la société Nau Precision de téléphones sans fil, 600 femmes sont en grève. Elles

ont organisé un ralentissement de la production pour protester contre une offre dérisoire d'augmentation de salaire de 7 %. Les patrons ont riposté en annonçant la fermeture de l'entreprise mais, dans le même temps, ils ont embauché des "jaunes" et acheté certaines ouvrières pour qu'elles continuent à produire. Chaque jour, les grévistes forment des piquets devant les usines et sont arrêtées par la police anti-émeutes. Elles sont souvent embarquées de force dans des autobus et amenées dans des terrains vagues à 4 ou 5 kilomètres de Séoul, puis relâchées : la police les a parfois laissées dans des bus aux fenêtres fermées, pendant plusieurs heures, sous un soleil de plomb.

◆ *Il est surprenant que Chonohyop ait réussi à coordonner une vague de grèves et de protestations aussi importante que celle de mai et de juin 1990, peu de mois après sa fondation [le 22 janvier 1990, ndlr]. Comment faites-vous pour préserver vos forces, en attendant les prochaines négociations salariales ?*

K. K. E. : Nous savions que le gouvernement et les capitalistes seraient capables de tout pour détruire notre organisation nationale de syndicats démocratiques. Il nous a donc fallu défendre *Chonohyop* à travers la lutte. Les mouvements du chantier naval Hyundai, à Ulsan, et de la Radio nationale coréenne, suivies de trois jours de grève générale dans au moins 200 entreprises de tout le pays ont réussi à desserrer l'étouffement et ont

montré la capacité des travailleurs à organiser des actions de masse. Durant le second semestre de notre existence, nous espérons faire avancer la conscience des travailleurs sur des questions plus générales telles le logement et les conditions de travail désastreuses qui causent des milliers d'accidents chaque année. Nous désirons aussi consolider la base de *Chonohyop*. En effet, pour l'instant, nous sommes un Conseil national de structures régionales, mais notre but est de devenir une Fédération nationale des syndicats d'industrie.

◆ *Comment Chonohyop continue-t-il à fonctionner avec tant de dirigeants en prison ou dans la clandestinité ?*

K. S. B. : C'est très difficile. Cependant, chaque nouvelle lutte met en avant de nouveaux dirigeants, et en outre, nous bénéficions du soutien et de la solidarité du reste du mouvement démocratique — principalement des étudiants et de l'aile progressiste de l'église.

◆ *Chonohyop a été créé à partir des syndicats démocratiques apparus durant et après la vague de grèves de 1987, parce que la Fédération des syndicats coréens (FSC) pro-gouvernementale n'avait pas réussi à défendre les intérêts des travailleurs. Quelles sont vos relations avec cette organisation depuis votre fondation ?*

K. S. B. : Nous avons toujours eu comme principe d'appeler à l'unité la plus large de la classe ouvrière. Entre les luttes pour la démocratie de 1987 et la fondation de *Chonohyop*, nous nous sommes constamment battus au sein de la FSC pour qu'elle rende des comptes à ses adhérents, mais nous avons été à chaque fois confrontés à la direction bureaucratique, subordonnée au gouvernement. Mais, comme chaque syndicat est obligé, par la loi, de s'affilier à la FSC, dans certaines régions, nous travaillons avec des militants de cette centrale. En outre, comme il est illégal de financer notre organisation, de nombreux syndicats continuent à faire formellement partie de la FSC, mais nous considèrent comme leur direction.

Au niveau national, nous avons demandé à la FSC d'organiser avec nous le Premier mai et de participer aux funérailles de l'ouvrier décédé au chantier naval de Samsung, mais elle a refusé. Les dirigeants de cette organisation, qui a servi à démolir les luttes des travailleurs et à leur faire accepter la volonté des employeurs, voient évidemment dans le déve-

loppement d'un nouveau mouvement syndical national démocratique une menace pour eux et pour le système.

◆ *Avez-vous déjà réfléchi à la possibilité de mettre en place un parti politique lié à Chonohyop ?*

K. S. B. : Il y a eu quelques discussions sur la création d'un Parti du peuple avec d'autres secteurs du mouvement démocratique. Officiellement, *Chonohyop* ne s'est pas prononcé là-dessus, mais, en principe, nous n'y serions pas opposés si c'était bénéfique pour notre mouvement. Cependant, on trouve au sein de notre organisation des opinions divergentes sur l'utilité d'une telle structure. Par exemple, devrions-nous dépenser une partie de notre temps et de notre énergie à essayer de former ce parti ou devrions-nous consacrer tout notre temps à renforcer et à consolider les bases de notre mouvement syndical, comme nous le faisons actuellement ?

Si un parti politique légal était formé qui, tout en proposant de défendre les travailleurs, s'intégrait parallèlement au système actuel et s'opposait à tout se qui le remettrait fondamentalement en cause — comme le Parti travailliste en Grande-Bretagne — le soutiendrions-nous ?

◆ *Les conditions de clandestinité dans lesquelles Chonohyop est obligé de fonctionner ne sont-elles pas néfastes pour la démocratie interne ?*

K. S. B. : Même les dirigeants qui se cachent en ce moment gardent un contact régulier avec la base. Contrairement à la FSC, nous sommes organisé de bas en haut. Nous sommes nés après trois ans d'activité dans des syndicats indépendants qui ressentaient le besoin de coordonner nationalement leurs actions. Nous avons réussi à mobiliser les travailleurs, parce que ce sont nos adhérents, les salariés eux-mêmes, qui prennent les décisions. Dans chaque syndicat, ils participent au fonctionnement à travers plusieurs commissions qui traitent de beaucoup de questions, par exemple, de l'organisation, des grèves, des problèmes des femmes, etc. *Chonohyop* est apparu en réponse à l'autoritarisme que les syndicats officiels utilisent pour exercer leur contrôle ; les travailleurs ont besoin d'assumer le pouvoir eux-mêmes. Le renforcement de *Chonohyop* dépend de sa capacité à maintenir la vitalité de sa démocratie interne. ★

Séoul, juillet 1990
Propos recueillis par Paul Field

L'automne du maréchal

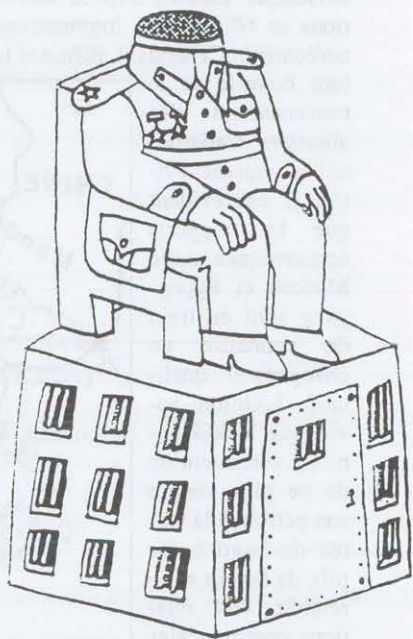
Le 1er octobre 1990, les autorités soviétiques et sud-coréennes annonçaient, dans une déclaration conjointe diffusée de New-York, l'établissement de relations diplomatiques normales entre les deux pays. De quoi faire grincer les dents du maréchal Kim Il-sung, de plus en plus isolé en Corée du Nord.

Enzo TRAVERSO



UNE POLITIQUE étrangère aussi discrète qu'efficace avait déjà permis au régime sud-coréen de restaurer des rapports officiels avec l'ensemble des pays de l'Est, dans certains cas (par exemple, la Hongrie) avant même les bouleversements de l'automne 1989. L'annonce de cette nouvelle depuis New-York témoigne du rôle joué par les Etats-Unis dans la normalisation soviéto-coréenne. Depuis la rencontre entre le président sud-coréen Roh Tae-woo et Gorbatchev, à San Francisco, lors de la visite de ce dernier aux Etats-Unis en avril 1990, cet événement était attendu. C'est la conclusion logique d'un processus de rapprochement et d'accroissement des échanges commerciaux qui a démarré avec la perestroïka et qui s'est accéléré après la chute de la dictature militaire de Chun Doo-hwan, en 1987.

Les réformes économiques en URSS ouvrent un énorme marché à l'industrie sud-coréenne qui, après presque trois décennies de croissance spectaculaire et ininterrompue, commence à connaître de sérieuses difficultés. L'ouverture du marché soviétique permettrait une relance des exportations sud-coréennes (notamment de voitures, téléviseurs et ordinateurs). Cette offensive commerciale du "Dragon" asiatique ne vise pas exclusivement l'URSS et les pays de l'ancien bloc soviétique, mais aussi la Chine — Séoul entre-



tient des relations économiques importantes depuis longtemps avec ce pays (qui n'ont pas été remises en cause après la répression de Tiananmen).

Evidemment, il y a là de quoi inquiéter la Corée du Nord, de plus en plus acculée, isolée et qui souffre de difficultés économiques croissantes.

Après l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et la Corée du Sud, Pyong-yang a réagi en formulant, pour la première fois, une condamnation ouverte et sans appel du nouveau cours soviétique. D'après un éditorial de l'organe officiel du régime, *Rodong Sinmun*, repris par l'hebdomadaire en langue anglaise *Pyong-yang Times* du 6 octobre 1990, le rapprochement entre Séoul et Moscou serait la conséquence de la perestroïka, qui amènerait l'URSS « à la ruine, au chaos et à la confusion. L'Union soviétique d'aujourd'hui n'est plus celle du passé. Elle a dégénéré et elle a changé de nature ; voilà pourquoi elle cherche maintenant de "nouveaux amis" qui conviendraient à ce changement ». Gorbatchev aurait donc « vendu la dignité et l'honneur d'une puissance socialiste » et trahi « les intérêts et la foi d'un allié » pour quelques millions de dollars.

La dynastie aux abois

Cette prose traduit-elle simplement une colère et une irritation passagères ou annonce-t-elle une rupture entre Pyong-yang et son allié historique ? Il est trop tôt pour y répondre. Certes, une rupture avec l'URSS pèserait très lourdement sur l'économie nord-coréenne, étroitement liée à celle de son protecteur (en 1986, l'Union

soviétique assurait 51,4 % des exportations et 60,5 % des importations nord-coréennes). Cependant, même si une rupture ouverte et le renversement des alliances traditionnelles étaient évités, il est évident que les rapports économiques entre Moscou et Pyongyang sont en train de connaître un changement qualitatif. L'Union soviétique a déjà annoncé son intention de ne plus vendre son pétrole à la Corée du Nord à des prix de faveur et de rétablir des relations commerciales sur la base des prix du marché. Les pays de l'ancien bloc soviétique, eux, ont décidé de ne plus entretenir de relations "privilégiées" avec Pyongyang, ce qui implique, pour l'année 1990, une chute de 20 % des exportations nord-coréennes (1). Le risque de se retrouver dans une situation d'isolement international presque complet, avec les seuls appuis de la Chine, du Viet-nam et de Cuba, ne peut qu'inquiéter le "chef éclairé" de la Corée du Nord, le maréchal Kim Il-sung. Si à cela on ajoute le décalage croissant du Nord par rapport à son voisin du Sud (avec une population deux fois supérieure, la Corée du Sud affiche un Produit intérieur brut trois fois plus élevé que celui de Pyongyang), la marginalisation du pays serait totale.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la reprise des négociations entre les gouvernements des deux Corée sur le thème de la réunification. En réalité, les rencontres entre les Premiers ministres coréens, à Séoul et à Pyongyang, n'ont pas évoqué de ce sujet.

Un maréchal et un dictateur

Si le maréchal Kim Il-sung n'exclue pas l'hypothèse d'une fédération qui ne remettrait pas en cause la nature sociale différente des deux Etats, il pose comme condition préalable à toute négociation le retrait du contingent militaire nord-américain qui stationne dans le Sud (43 000 hommes). Cette exigence est considérée,

pour l'instant, comme inacceptable par le gouvernement du Sud qui, pour faire preuve de "bonne volonté", se déclare disposé à réduire de

7 000 hommes la présence militaire des Etats-Unis. La rencontre au sommet entre Yon Hyong-muk et Kang Young-hoon, les Premiers ministres de la Corée du Nord et du Sud, a été saluée par la presse internationale comme la preuve d'un changement de climat, sans que personne y aperçoive le signe d'un véritable tournant majeur dans les relations entre les deux "frères ennemis".

Ces rencontres peuvent au mieux déboucher sur une relative ouverture, qui représenterait une avancée très importante, compte tenu de l'absence totale de dialogue et de communication entre les deux pays. Le rétablissement des liaisons postales et l'échange, même limité, de visites entre les citoyens des deux pays soulagerait des milliers de familles coréennes déchirées par la guerre (2). Lorsque, en septembre 1990, pendant quelques jours la possibilité d'une ouverture temporaire des frontières fut envisagée, 61 355 citoyens sud-coréens se sont immédiatement inscrits pour se rendre dans le Nord (3). Pyongyang est confronté à une exigence vitale, il doit rompre son isolement, alors que Séoul doit répondre aux pressions croissantes de l'opinion publique, pour qui le problème de la réunification nationale n'a jamais cessé d'être considéré comme fondamental et incontournable (4).

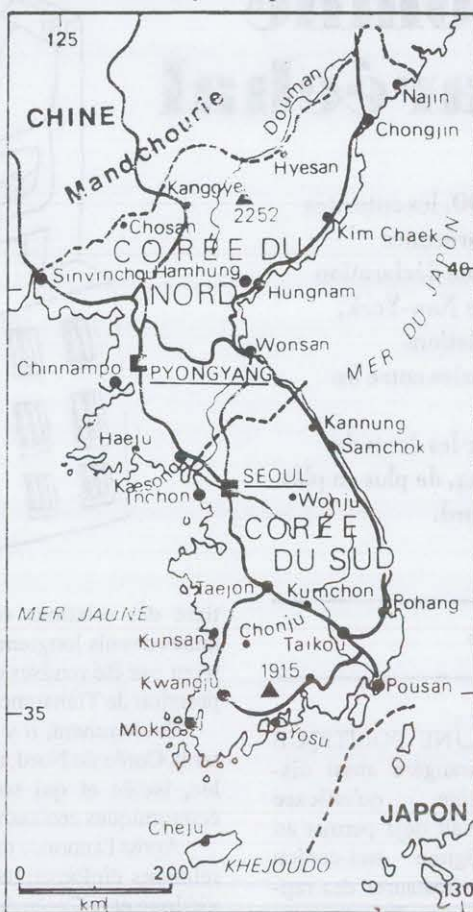
Les événements d'Europe de l'Est, et notamment la réunification de l'Allemagne, ont remis à l'ordre du jour la "question nationale" en Corée. Certes, le rêve des dirigeants sud-coréens serait de parvenir à une réunification "à l'allemande", à savoir une sorte d'*anschluss* du Nord stalinien à bout de souffle par le "Dragon" méridional. Mais les conditions ne sont pas encore réunies pour une telle opération politique.

En dépit de ses difficultés, la Corée du Nord ne connaît pas encore le niveau de

décomposition et de paralysie qui marquait le crépuscule de la République démocratique allemande (RDA) sous Honecker. L'isolement du pays et le contrôle des structures stalinienne par le régime rendent la Corée du Nord totalement imperméable à toute influence extérieure. A la différence de la RDA, où tout le monde pouvait voir la télévision ouest-allemande, les citoyens nord-coréens ne sont pas influencés par les médias de Séoul et aucun intellectuel dissident n'a la possibilité de s'exprimer. Le régime, marqué par un culte de la personnalité autour de la figure de Kim Il-sung qui pousse à la caricature certains aspects de l'URSS stalinienne des années 30, demeure l'héritier d'une lutte de libération nationale qui a coûté des souffrances et des sacrifices énormes et qui n'a pas été oubliée (voir encadré, p. 23).

Le "Dragon" absorbera-t-il le Nord ?

En Corée du Sud, la revendication de la réunification nationale prend un caractère anti-gouvernemental et anti-impérialiste. La guerre civile, qui éclata en 1950, à la fin de 35 ans de domination coloniale japonaise, laissa le pays déchiré et meurtri. Le partage territorial au 38e parallèle, à la fin d'un conflit sanglant qui faillit plonger la planète dans une nouvelle guerre mondiale (5), avait placé le Sud dans une situation de dépendance semi-coloniale à l'égard des Etats-Unis (dont la présence militaire nord-américaine dans le pays témoigne encore). Voilà pourquoi la Corée du Nord peut présenter une image contradictoire aux yeux des militants démocratiques et de gauche du Sud. La censure, la propagande anti-communiste vulgaire et les mensonges des régimes militaires de Séoul sont parvenus à donner une image du régime de la Corée du Nord moins repoussante que la réalité. Cet Etat est souvent perçu, sinon comme un modèle, en l'absence totale de démocratie, du moins



1) The Economist du 25 août 1990.

2) La dernière rencontre entre certaines familles divisées a eu lieu à la frontière de Pan Moun-jon, sous les auspices de la Croix-Rouge, en 1985. Depuis, toute relation a été interrompue.

3) Newsweek du 27 août 1990.

4) Voir Inprecor n° 309 du 18 mai 1990.

5) Prenant prétexte d'une agression du Sud, la Corée du Nord envahit Séoul, le 25 juin 1950 ; les Etats-Unis profitèrent pour y intervenir s'appuyant sur une demande des Nations-Unies, avec des contingents de 16 autres pays occidentaux (France, Belgique, Grande-Bretagne, Turquie, etc.). Les troupes impérialistes atteignent la frontière entre les deux Corée et s'aventurent même près de la frontière chinoise, sous le commandement du général Mac Arthur (qui était partisan de pousser l'offensive jusqu'en Chine). A partir de 1951, la République populaire de Chine participa au conflit aux côtés de la Corée du Nord. La guerre dura de 1950 à 1953 et aboutit à la reconnaissance des deux Etats par les Etats-Unis et l'Union soviétique.



Fresque pour la réunification (Park Jae Dong/Hank Yureh Daily)

comme un exemple de fierté et d'indépendance nationales, surtout lorsqu'il est comparé au gouvernement autoritaire, corrompu et vendu à l'impérialisme de Séoul. Si, pour la classe dominante du Sud, la réunification constituerait un moyen pour élargir la base industrielle de la péninsule et faire de la Corée, forte de 60 millions d'habitants, la deuxième puissance capitaliste d'Asie, pour les travailleurs, les étudiants et tous les exploités sud-coréens, elle représenterait avant tout la prolongation d'une lutte de libération nationale encore inachevée.

Sortir de l'isolement

Les comparaisons entre l'Allemagne et la Corée doivent donc être nuancées. Le partage de l'Allemagne fut la conséquence de la défaite d'une puissance impérialiste lors de la Seconde Guerre mondiale, tandis que la division de la Corée ne faisait que perpétuer une condition d'oppression nationale héritée du colonialisme.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer le voyage courageux à Pyong-yang de la jeune militante de gauche Im Suk-yong, qui l'a payé d'une lourde condamnation (6). Cependant, il est de plus en plus évident que cette lutte de libération nationale ne trouvera pas un allié dans la Corée du Nord. Le but de celle-ci, au-delà des déclarations et de la propagande officielles, n'est pas la réunification du pays (qu'elle n'accepterait que sous son hégémonie, ce qui est inimaginable aujourd'hui), mais plutôt la préservation du pouvoir bureau-

cratique. Cet isolement international explique aussi la tentative de Pyong-yang de renouer ses relations diplomatiques avec le Japon, tentative qui ne semble entravée pour l'instant que par des obstacles mineurs, vu la disponibilité du Japon à payer une indemnisation de 4,8 milliards de dollars pour la période de domination coloniale de 1910 à 1945 (la même indemnisation, plus l'inflation, qui fut payée en 1965 à la Corée du Sud) (7).

La Corée du Nord est le seul pays à ne pas avoir de relations diplomatiques avec Tokyo, en dépit de la présence au Japon d'une très nombreuse communauté coréenne dont les sympathies se partagent entre Pyong-yang et Séoul. Les récentes visites en Corée du Nord de délégations du Parti socialiste et du Parti libéral démocrate (gouvernemental) japonais témoignent d'une volonté d'apaisement de la part de Tokyo (et même, dans certaines limites, de sa disponibilité à une aide économique). Mais cela ne suffit certainement pas pour faire sortir la dynastie stalinienne de Kim-Il-sung de son isolement, de son retard économique croissant sur son frère-ennemi et d'un lent déclin.

Si les rumeurs du printemps de Pékin et de la glasnost soviétique arrivent jusqu'à Pyong-yang, la bureaucratie nord-coréenne pourra commencer à compter ses jours. ★

12 novembre 1990

6) Voir *Inprecor* n° 303 du 23 février 1990.

7) *The Economist* du 25-31 août 1990.

Voyage au pays du "Grand Leader"

Le maréchal Kim Il-sung a transformé la Corée du Nord en une sorte de théocratie, où il trône à la place de Dieu. Il a érigé autour de sa personne (et de sa famille) un culte qui atteint des proportions grotesques et dépasse probablement la Chine maoïste et l'URSS stalinienne (sans oublier l'amitié qui le liait à Ceausescu).

Pour avoir un petit aperçu de ce phénomène, il est intéressant de citer quelques passages d'un ouvrage officiel, *Panorama de la Corée*, sorte de guide, publié en 1979 par les éditions en Langues étrangères de Pyong-yang et réédité depuis.

Au milieu de la capitale, nous dit-on, sur la colline de Mansoudai, a été érigée « une statue colossale en bronze du Grand Leader. » Suivant « la volonté unanime et le désir ardent du peuple coréen », cette statue immortalise le maréchal, « la clairvoyance de sa direction, les exploits immortels qu'il a accomplis, les hautes vertus et les immenses bienfaits dont il fait preuve pour le peuple. » Bien évidemment, il ne s'agit pas du seul monument érigé en son honneur. « Là où les immortelles traces révolutionnaires du Grand Leader sont empreintes, furent érigés des stèles commémoratives ou des musées traduisant le respect et la vénération infinis du peuple coréen à son égard. »

Dans le domaine de la littérature, le régime ne cache pas sa prédilection pour le genre biographique. L'ouvrage le plus apprécié est, sans doute, *L'immortelle épopée*, qui retrace « la glorieuse et brillante histoire révolutionnaire du Grand Leader ». D'autres ouvrages « dépeignent d'une manière vivante » le destin singulier de la famille du Grand Leader, comme par exemple *Au tournant de l'histoire* et *Sur le chemin de la fidélité*.

Cinéphile passionné, Kim Il-sung veille au développement du cinéma, qui a déjà produit des chefs-d'œuvre comme *L'Histoire d'un commandant*, un film remarqué pour son « niveau artistique et idéologique très élevé ».

Le Grand Leader veille à ce que ses concitoyens s'amusent, mais avec modération.

Dans la partie sud de la péninsule, en revanche, les mœurs sont corrompues et l'esprit national dégénéré. « La "musique métisse", mélange du jazz et de la musique japonaise, sévit partout. Les dancings, qui pullulent en Corée du Sud, corrompent et dépravent les esprits. Les habits traditionnels disparaissent, des habits excentriques, pervers et grotesques se propagent comme une maladie contagieuse. » ★

Enzo Traverso

Multipartisme sous surveillance

En 1988, la fraude massive réalisée par le Parti socialiste sénégalais au pouvoir pour remporter les élections avait porté un coup à la crédibilité du régime. Depuis, le bras de fer entre l'opposition et le président Abdou Diouf se poursuit sur fond de crise économique et sociale. Amadou Guiro est dirigeant de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, section sénégalaise de la IV^e Internationale) ; il vient d'être arrêté une nouvelle fois, lors d'une manifestation à Dakar, le 14 novembre 1990, réclamant l'accès de l'opposition aux médias (voir encadré en p. 26).

INPRECOR : Depuis des années, le Sénégal connaît une contestation politique importante. L'opposition mène constamment campagne contre les truquages électoraux du régime du Parti socialiste sénégalais. Quel bilan peut-on en tirer ? Où en est la contestation sociale ?

Amadou GUIRO : Après les élections de février 1988 (1) et des mobilisations populaires et des partis politiques contre les fraudes, la situation s'est calmée car l'opposition n'a pas réussi à faire céder le régime. Le Parti démocratique sénégalais (PDS, opposition bourgeoise), par exemple, avait annoncé qu'il allait tenter de dialoguer avec le pouvoir ; le gouvernement d'Abdou Diouf a pu ainsi régler momentanément la crise.

Aujourd'hui, le Sénégal est surtout marqué par l'aggravation de la situation économique, par l'application des plans d'austérité du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui entraînent des licenciements dans certaines entreprises publiques dont l'Etat se dégage. Les employés sont ainsi obligés de quitter la Fonction publique, moyennant des primes de quelques mois de salaires. Dans ce secteur il n'existe aucun syndicat et donc il n'y a pas de riposte organisée.

◆ *Le mouvement de contestation politique, qui existe contre le pouvoir depuis 1988, ne s'est donc pas cristallisé dans un mouvement ouvrier indépendant et dans des luttes dans les entreprises...*

Les principales luttes se sont déroulées dans le secteur bancaire à cause des restructurations qui ont lieu au Sénégal comme dans toute l'Afrique ; certains éta-

blissements ferment leurs portes ou passent aux mains de banques françaises (notamment de la Banque nationale de Paris), laissant de nombreux employés à la rue. Les mobilisations qui se sont développées n'ont pas réussi à empêcher cette vague de licenciements, car elles se sont limitées à ce secteur et étaient éclatées. Même quand des banques faisaient grève, elles n'avaient pas le soutien d'autres établissements, car c'est le syndicat contrôlé par le régime, la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS, principale centrale ouvrière), qui y est majoritaire.

Les enseignants ont aussi organisé des mouvements, remportant certains succès, en particulier dans le supérieur. Dans ce secteur, une Fédération des enseignants a été mise sur pied avec les syndicats autonomes universitaires, l'Union démocratique de l'Education nationale des enseignants du Sénégal (UDEN, qui est une scission de l'ancien syndicat enseignant), d'autres groupes et des non syndiqués. On assiste à une certaine unification de syndicats autonomes de secteurs stratégiques (enseignants, travailleurs de l'électricité, de la santé et du secteur social, des postes et télécommunications, etc.) qui s'efforcent de mettre sur pied une fédération qui serait une alternative au CNTS.

Actuellement, les différents syndicats discutent sur des mots d'ordre de grève pour la réduction des impôts (et notamment contre une nouvelle taxe qui se traduit par une réduction des salaires).

Les partis politiques ont déjà tenté, eux aussi, de lancer une telle proposition, mais, dans la mesure où ils ont voulu en faire un mouvement politique, peu lié aux syndicats, ces derniers ont boudé l'initiative.

◆ *Malgré la crise de 1988, le régime Diouf ne semble pas prêt d'être ren-*



versé par des mouvements sociaux et des luttes politiques.

Après 1988, il était possible, à mon avis, de renverser le gouvernement, mais certains partis ont préféré se lancer dans le dialogue avec Diouf, faisant capoter le mouvement. Si les partis s'engagent véritablement dans une voie de mobilisation, ils peuvent encourager les syndicats et les secteurs populaires inorganisés dans cette dynamique ; mais les gens ne bougeront pas sur n'importe quoi. Ils ont été entraînés dans beaucoup de mobilisations qui se sont soldées par des échecs ; aujourd'hui, il leur faut des garanties.

L'opposition a adopté une plate-forme commune, le 24 février 1990, qui peut lui permettre de rassembler les Sénégalais et de renverser Diouf, ou en tout cas de l'obliger à négocier avec un rapport de forces favorable à la population.

◆ *Au Sénégal, il existe des partis légaux d'opposition depuis plus de quinze ans. Par rapport aux autres pays africains, le Sénégal apparaît comme un "précurseur" en la matière ?*

Le multipartisme n'est réellement advenu qu'après le départ de Leopold Senghor du pouvoir et l'arrivée de Diouf,

1) En février 1988, Abou Diouf était réélu avec, officiellement, 73,2 % des voix mais le scrutin a été vivement contesté par l'opposition. Des émeutes ont éclaté dès l'annonce des résultats ; le dirigeant du Parti démocratique sénégalais, Abdoulaye Wadé, a été emprisonné, ainsi que des centaines d'autres personnes. Mais l'opposition bourgeoise a accepté de dialoguer avec le pouvoir dès juillet 1988. Voir *Inprecor* n° 275 du 4 mars 1988.

après une expérience limitée à quatre courants ; mais cela n'a pas été le résultat de luttes qui l'auraient imposé avec d'autres revendications populaires.

Le multipartisme est très formel et la démocratie sénégalaise a des limites : les partis politiques existent, ils ont leur presse et sortent des tracts, mais aucun n'a accès aux médias. Ensuite, la loi électorale favorise la fraude en faveur du régime en place ; voilà pourquoi l'ensemble des partis appellent au boycott des prochaines élections municipales.

◆ *Le Sénégal connaît une crise aiguë dans le sud, en Casamance, avec l'apparition d'un mouvement indépendantiste...*

La Casamance, qui est peuplée par différentes ethnies, a été divisée en deux régions par une réforme administrative : Kolda, où on trouve les ethnies majoritaires (les Peuls et les Mandingues) et Ziguinchor, en Basse-Casamance, peuplée de Diolas, où se trouve le mouvement indépendantiste, le Mouvement des Forces démocratiques de la Casamance (MFDC). Au départ, le MFDC était porteur des revendications de l'ensemble de la Casamance, répondant à la frustration engendrée par le développement inégal de cette région délaissée. Cette situation était aggravée par le fait que la Casamance est séparée du reste du Sénégal par un autre pays, la Gambie, et donc, pour s'y rendre, il faut faire de nombreuses démarches administratives, de douane, de police, etc.

La Casamance était auparavant un protectorat français, différent du Sénégal, et elle devait acquiescer à terme son indépendance.

A la base de ce mouvement, il y a le mécontentement de la population — à cause des conditions économiques et sociales —, et le MFDC a cherché à lui donner un contenu indépendantiste.

A mon avis, la population n'aspire pas tant à être indépendante par rapport au Sénégal, qu'à la justice sociale et à la possibilité de choisir son développement. Mais si toute la population n'approuve pas la démarche armée du mouvement indépendantiste, elle a de fortes sympathies pour celui-ci.

Au début des troubles dans la région, les gens manifestaient avec des armes blanches et il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre. Au lieu d'engager des discussions, le gouvernement a tenté de minimiser l'affaire, pour montrer qu'elle n'était le fait que de quelques individus isolés, alors que le mouvement avait une

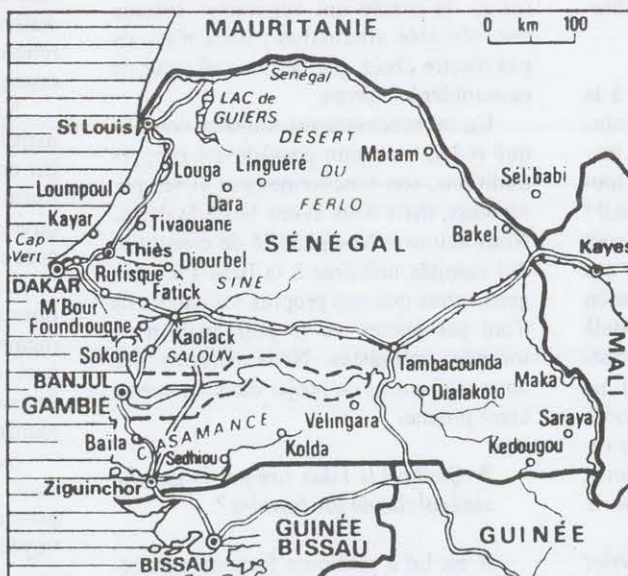
ampleur incontestable. Maintenant, les gens manifestent avec des armes automatiques !

En outre, Dakar a utilisé la torture pour essayer de réduire les indépendantistes et tente de dissimuler la situation de la Casamance au reste du pays.

Le fragile équilibre national qui existait au Sénégal est totalement remis en cause et c'est toute la région qui risque d'être entraînée dans une démarche de sécession.

En ce qui nous concerne, nous demandons la démilitarisation de la région ; la libération de tous les détenus politiques (en particulier les dirigeants du mouvement, Mamadou Sané et l'abbé Diamacoune Senghor) et l'ouverture de négociations directes avec le mouvement indépendantiste, avec la participation des forces politiques sénégalaises. Autrement, la lutte armée va continuer et risque de s'étendre au reste du pays.

◆ *La France est omniprésente au Sénégal ; elle joue un rôle économique considérable et y dispose d'une base militaire fondamentale pour ses interventions en Afrique. Le régime sénégalais est présenté en France comme la vitrine démocratique du continent ; le parti au pouvoir, parrainé par le Parti socialiste français, est, en outre, en bonne place dans l'Internationale socialiste. Le mouvement démocratique et ouvrier sénégalais développe-t-il une conscience anti-impérialiste et remet-il en question la dépendance vis-à-vis de la France ?*



C'est dans le domaine de l'emploi que ce rejet commence à apparaître ; beaucoup d'entreprises sont françaises et utilisent une main-d'œuvre expatriée (malgré

Le "modèle" sénégalais

Le "modèle" sénégalais est malmené par la crise. Les chiffres accusent la politique économique mise en œuvre par le Parti socialiste au pouvoir.

● Le taux de mortalité infantile était de 14 pour 1000, en 1985.

L'espérance de vie dépasse à peine 44 ans pour les hommes et 47 pour les femmes.

● La dette extérieure du Sénégal était de 3 109 millions de dollars, en 1987, elle représentait 69 % du Produit national brut (PNB). Le seul service de la dette à long terme est estimé à 6,4 % du PNB.

● La croissance du PNB par habitant, entre 1980 et 1987, est estimée à 0,1 %.

● Le taux d'activité de la population est, officiellement, de 47,1 %. Pour la seule ville de Dakar, 12,8 % de la population active est au chômage, selon des données gouvernementales.

● 95,3 % de la population de plus de six ans n'a aucune instruction scolaire ; 3,9 % a suivi l'école primaire ; 0,7 % termine le secondaire et... 0,1 % le supérieur. ★

Sources : Atlas Statistique de 1990 et Rapport de la Banque mondiale de 1989.

la loi sénégalaise qui limite, sur le papier, le nombre de salariés étrangers, que le patronat français s'arrange pour détourner).

Un embauché français touche au moins dix fois plus qu'un Sénégalais, à travail égal, et dispose de nombreux autres avantages matériels. Les salariés sénégalais sont conscients de cette situation.

La base militaire qui se trouve sur le territoire sénégalais est le théâtre, tous les ans, d'exercices conjoints des armées française et sénégalaise contre de supposés "envahisseurs étrangers".

La revendication du départ des troupes françaises est populaire mais elle est surtout avancée par la gauche, qui ne veut pas d'une intervention directe des forces militaires françaises dans ses affaires intérieures (la France est omniprésente au ministère de l'Intérieur, dans les directions des partis politiques, etc.).

◆ *Depuis quelques mois, un grand nombre de pays africains connaissent une forte instabilité sociale et politique (la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Kenya,*

le Bénin, etc.). Pourquoi cette agitation soudaine et simultanée ?

D'abord, dans tous ces pays, il existe un sentiment de "ras-le-bol" face aux mesures d'ajustement économique du FMI ; les bourgeoisies locales ont beaucoup de mal à distribuer les miettes, il y a une forte démographie mais très peu d'emplois sont disponibles ou créés.

Ensuite, on trouve l'impact des événements survenus à l'Est en 1989-1990, les gens se disent : « Si les murs s'écroulent dans ces pays, pourquoi pas chez nous ? ». Le contexte international encourage les mouvements démocratiques.

Enfin, les pays occidentaux ont eu des démarches, parfois sincères, mais surtout démagogiques, par rapport aux régimes dictatoriaux africains en place (qu'ils soutenaient depuis des décennies !) et qui deviennent aujourd'hui des obstacles aux projets mêmes de développement de la bourgeoisie impérialiste. Tout cela a mis le feu aux poudres.

On assiste à la fois à l'émergence de mouvements qui demandent plus de démocratie (le droit d'organisation, d'expression, la séparation Parti-Etat, la fin de la corruption) et à l'apparition de problèmes frontaliers entre les différents Etats (par exemple, entre le Sénégal et la Guinée-Bissau ou le Sénégal et la Gambie, etc.) qui sont le fruit du découpage colonial qui ne recouvre pas la réalité sociale et ethnique africaine.

◆ *Ces luttes peuvent-elles encourager l'apparition de forces révolutionnaires et d'un mouvement ouvrier indépendant qui mettrait en cause la domination capitaliste ?*

Dans tous ces pays, il appartient à la gauche en général, et surtout aux révolutionnaires, de bien comprendre que la jeunesse et la population veulent avant tout la démocratie et des bols de riz ou de mil ! Les revendications démocratiques sont aujourd'hui essentielles dans tous ces pays, comme la lutte contre la corruption (cette dernière question va bien au-delà de la démocratie, elle touche aux fondements mêmes de nos systèmes qui ne fonctionnent que sur cette base). Ce mouvement est porteur d'un ensemble de revendications économiques : il ne peut y avoir de démocratie si les gens ont le ventre vide !

L'émergence d'un mouvement ouvrier et de forces révolutionnaires dépend beaucoup du degré d'organisation des différents pays et des traditions de lutte ; il n'existe pas de solutions miracles.

Les gens espèrent que, dans la bataille démocratique, leurs revendications quoti-

diennes seront prises en charge. Dans un pays comme le Sénégal, on ne pourra guère parler de démocratie (même si nous avons le meilleur Code électoral du monde) tant que 60 % des gens seront analphabètes, que près de 34 % des enfants souffriront de malnutrition, et que l'écrasante majorité de la population n'aura pas d'emploi.

La démocratie pour les gens, c'est le règlement de tous ces problèmes : jouir de libertés et avoir accès à l'école, à la santé, à un travail, etc.

Il faut donc partir des revendications quotidiennes de la population pour mettre en cause les mécanismes de la dépendance et de l'exploitation capitaliste.

◆ *Un protocole d'accord a été signé entre les différents groupes de la gauche sénégalaise en vue d'un projet d'unification (2). Où en êtes-vous ?*

Cette démarche — entre notre organisation, l'OST, And-Jéf, l'Union pour la démocratie populaire (UDP) et les Cercles de lecteurs Suxuba — partait du constat que nous avions le même discours sur la situation nationale et la même intervention. Nous avons commencé par avoir des pratiques communes, tout en menant la discussion sur le type d'organisation qu'il faudrait construire, les perspectives, sur la révolution africaine et mondiale. Chacun avait son propre bilan : nous avions tous eu un projet clair de construction d'une organisation révolutionnaire sans parvenir à le matérialiser.

La gauche sénégalaise n'a pas été capable de construire une véritable organisation de masse qui apparaisse comme une véritable alternative ; nous n'avions pas d'autre choix que de nous efforcer de rassembler les forces.

Un tel processus est toujours compliqué et lent : chacun possède ses propres traditions, son fonctionnement et ses pesanteurs, mais nous avons lancé le débat. Nous avons même planifié de construire des comités unitaires à la base avec des gens autres que nos propres militants : ils n'ont pas encore vu le jour, mais nous sommes optimistes. Nous pensons que nous réaliserons ce projet dans un avenir assez proche.

◆ *Quel est le bilan tiré par la gauche sénégalaise de son histoire ?*

Il est lié à plusieurs facteurs : au régime de type dictatorial qui a régné longtemps chez nous (entravant nos conditions d'intervention) ; la gauche a eu du mal à bien comprendre l'enjeu des questions démocratiques dans un pays comme le nôtre (laissant le terrain à des forces

Au nom de la "démocratie"...

Le 14 novembre 1990, le régime d'Abdou Diouf a encore montré ce qu'il entendait pas "multipartisme". Alors qu'une délégation de l'ensemble de l'opposition se rendait au ministère de la Communication, à Dakar, pour exiger l'accès aux médias, accompagnée par un rassemblement, la police a chargé avec une extrême violence faisant des dizaines de blessés et arrêtant 28 personnes (dont les 9 dirigeants de l'opposition, parmi lesquels se trouvait Amadou Guiro, qui ont été relâchés très tard dans la nuit, alors que 19 personnes sont toujours en prison). Des manifestations semblables ont lieu dans les principales villes du Sénégal et les forces de l'ordre y ont répondu avec la même brutalité.

Le gouvernement n'avait pas osé interdire ces rassemblements, mais le ministre de l'Intérieur avait prévenu les organisateurs que leur projet mettait en danger « l'intégrité territoriale » et qu'il existait, en ce moment, des « menaces d'activités terroristes » contre le Sénégal, à cause de la position prise par son gouvernement dans le conflit du Golfe (ce pays appuie sans réserves les agissements impérialistes).

Voilà la vitrine démocratique de l'Afrique ! ★

bourgeoises comme le PDS) ; les organisations les plus anciennes venaient du mouvement stalinien et avaient un certain fonctionnement particulier qui a étouffé le développement d'un mouvement de masse réellement indépendant.

Le contrôle du Parti socialiste au pouvoir sur la confédération syndicale a aussi difficulté notre tâche ; la gauche n'a pas réussi à s'implanter en dehors du secteur enseignant.

Nous avons souvent fonctionné de manière peu adaptée à la réalité nationale. En outre, nous avons dû à la fois construire nos organisations et un mouvement ouvrier qui n'a pas de réalité stable, ni de conscience de classe suffisante.

La construction d'une force révolutionnaire en Afrique ne prendra pas les mêmes formes que dans les pays occidentaux, où il existe une classe ouvrière développée avec des traditions de lutte et d'organisation.

Sans un mouvement ouvrier indépendant, toutes les luttes démocratiques qui pourraient se développer se verront dévoyées. ★

Propos recueillis par Claude Gabriel
Octobre 1990

2) Voir *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990.

ALLEMAGNE

Berlin, ville ouverte

Le 3 novembre 1990, 10 000 personnes se sont rassemblées, à Berlin sur l'Alexander Platz, un an après la formidable mobilisation populaire qui précipita la chute du régime d'Honecker. Cette manifestation, appelée par une série d'organisations et d'associations, fortement encadré par les forces de police et composée pour l'essentiel de la mouvance autonome de Berlin, très jeune, a été l'occasion de marquer un refus idéologique très net de la Grande Allemagne, avec des slogans virulents contre l'*anschluss* du chancelier Kohl.

A la fin de la manifestation on trouvait un cortège de la IVe Internationale avec des camarades français de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale), des camarades anglais, danois, et des camarades allemands. En fait, depuis 1968, il s'agissait d'un des plus gros cortège de la IVe Internationale à Berlin.

Malgré un bilan relativement mitigé pour les organisateurs (l'objectif était de rassembler au moins 20 000 personnes), les échanges entrepris après cet événement entre les différentes organisations doivent se poursuivre, autour notamment de la question de l'unification de l'Allemagne dans le processus de construction de l'Europe de 1993 et des initiatives possibles communes à l'échelle européenne.

Quelques jours après la grande manifestation pour le droit à l'avortement, du 29 septembre 1990, appelée par le mouvement des femmes aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest et soutenue par les mêmes organisations, la manifestation du 3 novembre n'a pas rempli toutes nos espérances ; toutefois tout le monde s'accordait à dire que c'était ce type d'initiative qu'il fallait multiplier, parce que plus que jamais dans la nouvelle situation européenne, nous avons besoin d'un internationalisme un peu plus conséquent. ★

NOUVELLES du monde



MAROC

« Notre ami le roi »



Assassinats maquillés, disparitions massives, exécutions expéditives, procès truqués, enfants martyrs, toute la panoplie de la cruauté appartient au royaume de ce monde : le Maroc et son souverain Hassan II.

L'un des plus vieux prisonniers politique du monde, Abraham Serfaty, est marocain, marxiste et juif. C'est dans les geôles d'Hassan II qu'il se trouve actuellement. Assigné à résidence en 1952, par le ministre de l'Intérieur français de l'époque (F. Mitterrand), fondateur de l'organisation révolutionnaire *Ilal Amam*, il fut arrêté en 1974. Torturé, jugé aux côtés de 139 autres militants lors du tristement célèbre procès de Casablanca en 1977, il fut condamné à la réclusion à perpétuité.

L'impérialisme français est mouillé jusqu'au cou dans le soutien au régime marocain (politique de la présidence privilégiant, en Afrique, le Maroc, voyages fréquents de personnalités françaises dont le Premier ministre Michel Rocard).

Le livre de Gilles Perrault qui vient de paraître en France, *Notre ami le roi*, a fait l'effet d'un véritable pavé dans la mare de la bonne conscience démocratique et humanitaire française, provoquant la colère du souverain et le flottement des autorités françaises. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères a dû se déplacer en personne, à Rabat, le 9 novembre 1990, pour rencontrer le roi. Il l'a assuré que « les pouvoirs publics français n'avaient pris aucune part, et n'entendaient en prendre aucune, à tout ce qui avait pu créer des difficultés » dans les « amitiés franco-marocaines ». L'épouse du président, Danielle Mitterrand a dû renoncer à un voyage dans les camps de réfugiés sahraouis.

La question épineuse des droits de l'homme est renforcée aujourd'hui par l'intervention des troupes impérialistes dans le Golfe. En effet, les pays impérialistes se trouvent dans une situation très délicate. D'un côté, ils prennent prétexte du « droit international » pour intervenir dans le Golfe et, de l'autre, l'un de leurs principaux alliés arabes dans cette guerre est dénoncé publiquement comme un boucher et un tortionnaire.

Trois émissions de télévision et de radio françaises, concernant ce livre, ont été même mises sous séquestre par la justice française à la demande de l'Etat Marocain.

En France, la liberté d'expression et les droits de l'homme ont des limites fixées par les « intérêts supérieurs de l'Etat », et de ses intérêts diplomatiques. Il y a les bons et les mauvais bouchers ! ★

C'EST UNE HONTE !!



ISRAEL

Warschawski enfin libre !

Le 9 novembre 1990, le directeur du Centre d'information alternatif (AIC) israélien et correspondant d'*Inprecor*, Michel Warschawski a été libéré de la prison de Ma'asiyahu, où il avait été incarcéré le 1er juillet. Accusé d'avoir « fermé les yeux » sur l'origine d'une brochure sur la torture — attribuée à des militants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) — il avait été condamné par la Cour suprême à huit mois de prison ferme et à douze avec sursis (voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990).

Une centaine de militants israéliens et des activistes palestiniens l'ont accueilli dans les locaux de l'AIC, le jour de sa libération. En réponse à cet accueil chaleureux, Michel a souligné qu'il revenait plus décidé que jamais à se battre contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens. ★

ALGERIE

Le premier numéro du mensuel du Parti socialiste des travailleurs algérien (PST), *El Khatwa*, est paru au mois de septembre 1990. Deux éditions : l'une en français et l'autre en arabe, sur 16 pages, tirées et diffusées à 50 000 exemplaires (dont 20 000 en ventes militantes).

Il a pour objectif de devenir la voix qui manquait en Algérie pour défendre les intérêts des travailleurs sans concessions face au Front de libération nationale (FLN, au pouvoir) et au Front islamiste du salut (FIS).

El Khatwa, qui signifie « le pas », veut donner la parole aux militants engagés dans les grèves ouvrières, aux militantes impliquées dans le mouvement des femmes, aux étudiants, aussi bien qu'aux sympathisants du mouvement culturel berbère.

Pour passer vos commandes (6 FF. le numéro), écrire au :
2, rue Richard Lenoir
93108-Montreuil
France
(Chèques à l'ordre de Derbal)

● Au sommaire de ce premier numéro : les élections, le mouvement des femmes, la grève des enseignants, etc.

GOLFE DEHORS L'IMPERIALISME !

(Une note de la page 12)

DE... (Texte de la page 12) ...

**الخطوة
EL KHATWA**

ORGANE D'INFORMATION DU PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS

Après les élections du 12 juin...

Etat de droit sans les travailleurs

9... (Texte de la page 12) ...

ALGERIE : 3 DA (SOUTIEN 3 DA) FRANCE : 6 FF (SOUTIEN 16 FF)

Au nom du "dieu vivant"...

LA COALITION "A bas la glorification du système impérial ! Coordination contre les cérémonies" (qui se déroulent en deux temps, le *Sokui-no-Rei* et le *Daijosai*), soutenue par des organisations politiques, a vu le jour, en avril 1990, pour empêcher les deux célébrations du couronnement d'Akihito (le nouveau *Tenno*, terme japonais spécial réservé à l'empereur, qui signifie "souverain d'essence divine"). Les cérémonies du *Sokui-no-Rei* ont eu lieu le 12 novembre 1990 ; le *Daijosai* est programmé deux semaines plus tard ; le tout coûtera 15 millions de dollars. L'empereur y déclarera solennellement que tous les peuples de la planète doivent lui obéir, car il est le "fils des dieux".

La coalition qui s'oppose aux cérémonies explique que « *Akihito, comme son père Hirohito, cherche à se faire reconnaître comme "fils des dieux" et comme souverain suprême, non seulement des Japonais mais du monde entier* ». Ces célébrations ont pour but de restaurer le shintoïsme (1) comme religion d'Etat et de sanctifier la lignée de la famille du *Tenno*. Si la majorité des partis d'opposition, dont les socialistes et les communistes, a cautionné l'événement (même s'ils ont boycotté les cérémonies), la coalition a rassemblé l'extrême gauche japonaise (dont les trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon, section japonaise de la IVe Internationale), des organisations chrétiennes et bouddhistes, et le Buraku-min, un mouvement de défense d'une minorité opprimée.

Le retour du Tenno

Des meetings et des manifestations ont eu lieu à Tokyo, le 12 novembre, contre le *Soku-no-Rei* et d'autres sont prévus pour la deuxième partie des cérémonies dans plusieurs villes du pays.

La coalition en appelle à la solidarité internationale contre : « *La reconnaissance tacite de l'idéologie fanatique, chauvine et raciste du "tennoïsme" (...)* Nous sommes sûrs que si les autres peuples avaient bien compris le sens de ces

Au Japon, le gouvernement a essayé de profiter de la crise du Golfe pour réhabiliter des traditions impériales et chauvines, tentant d'amender la Constitution afin de permettre l'envoi de troupes nippones à l'étranger. Les cérémonies du couronnement du nouvel empereur, Akihito, le 12 novembre 1990, témoignent de ces manœuvres pourtant contestées.

Bernard GIBBONS

célébrations, ils n'auraient jamais accepté que leurs dirigeants y participent. »

Le système du *Tenno* et la religion d'Etat shintoïste ont servi de base idéologique à l'agression japonaise contre ses voisins dans les années 30 et 40. Après la défaite de 1945, le *Tenno* et l'empereur Hirohito ont été maintenus ; celui-ci a dû renoncer à son statut divin et au shintoïsme comme religion d'Etat.

L'accession au trône de Akihito survient au moment où des secteurs importants de la bourgeoisie japonaise veulent mettre le potentiel militaire japonais à la hauteur de ses capacités économiques.

La proposition du Premier ministre, Toshiki Kaifu, d'envoyer dans le Golfe les Forces d'auto-défense japonaises, pour jouer un rôle "neutre" dans le cadre des forces de paix et de coopération des Nations-Unies, a provoqué une levée de boucliers et a fait chuter la cote de popularité du gouvernement. L'article 9 de la Constitution du Japon, imposée par les Etats-Unis en 1947, renonce unilatéralement à la guerre et à l'usage de la force, et interdit formellement l'existence d'une armée ou de tout autre "facteur de guerre" potentiel sur son territoire.

Les Etats-Unis voulaient ainsi neutraliser leur rival dans le Pacifique ; mais la Constitution reflète aussi un réel sentiment pacifiste et anti-militariste des masses japonaises, qui ont souffert des folies guerrières de la clique au pouvoir depuis les années 20.

Cependant, ce sont les Etats-Unis mêmes qui ont encouragé et facilité le réarmement du Japon lors de la révolution chinoise et de la guerre de Corée. En 1948, un an après l'adoption de la Charte, Washington poussa à la création d'une force para-militaire ; la "Garde de réserve" fut créée en 1950, avec 75 000 hommes (la plupart étant des anciens offi-

ciers de l'armée impériale) — sous prétexte d'assurer la "sécurité intérieure" lors des violentes purges anti-communistes. Cette Garde a été le noyau des Forces d'auto-défense, fondées en 1954.

Depuis les années 60, la droite japonaise se bat pour la révision de l'article 9. Celui-ci a déjà été mis à mal par le traité de sécurité signé entre le Japon et les Etats-Unis en 1951 (renouvelé, malgré une opposition populaire virulente, en 1960), comme par le rôle joué par le Japon lors de la guerre impérialiste contre la Corée et le Viet-nam. Le budget militaire augmente de 6 % tous les ans depuis 1961 ; il a déjà dépassé le seuil psychologique de 1 % du Produit national brut. Les forces armées japonaises comptent 250 000 hommes et les dépenses militaires atteignent entre 25 et 30 milliards de dollars par an.

L'offensive chauvine

Pour répondre à la pression des Etats-Unis, Kaifu a proposé l'envoi de fonds pour aider à l'effort de guerre, mais les démarches ont été longues avant que le gouvernement ne débloque 4 milliards de dollars — le Parti libéral démocratique, au pouvoir, s'est divisé à ce sujet.

L'allusion à un possible envoi de troupes a soulevé un tollé parmi les parlementaires et l'opinion publique. Selon un sondage paru dans le quotidien *Asahi*, 78 % des Japonais y seraient opposés et seulement 15 % favorables ; 54 % sont même hostiles à y dépêcher des unités civiles.

Le 6 novembre 1990, la proposition du gouvernement a finalement été retirée — les chances de la faire avaliser par les deux chambres étaient minimes.

L'offensive chauvine de la classe dominante japonaise n'est pourtant pas finie. Le gouvernement prépare un projet de loi pour permettre au Japon de participer aux activités "pacificatrices" des Nations-Unies. Mais le camouflet que vient de subir Kaifu représente une victoire significative du sentiment anti-militariste, qui est majoritaire dans la société japonaise, et renforce le mouvement anti-guerre international. ★

13 novembre 1990

1) Le shintoïsme est toujours pratiqué par la famille impériale, à l'exclusion de toute autre croyance, même s'il n'est plus religion d'Etat depuis 1945. La majorité des Japonais est à la fois shintoïste et bouddhiste.